

RETOUR DE LA RUSSIE

Chroniques d'un voyage dans l'est de l'Europe

27 mai – 9 juin 2006

RETOUR DE LA RUSSIE

Chroniques d'un voyage dans l'est de l'Europe

27 mai – 9 juin 2006

Jérôme Monod
Jean de Boishue

SOMMAIRE

1	CHRONIQUES D'UN VOYAGE DANS L'EST DE L'EUROPE	p. 2
	Des années perdues	p. 3
	Les « années Poutine »	p. 4
2	JOURNAL DES RENCONTRES	p. 13
	Moscou	p. 16
	Région de Sverdlovsk	p. 44
	Ekaterinbourg	p. 44
	Nizhniy Tagil	p. 55
	Nijiniha-Simathnikha	p. 59
	Krasnodar, Région du Kouban	p. 60
3	IL EST TEMPS DE PARLER AVEC LA RUSSIE...	p. 64

1

CHRONIQUES D'UN VOYAGE DANS L'EST DE L'EUROPE

La Fondation pour l'innovation politique s'est fixé, parmi ses objectifs, de comprendre les mécanismes internes qui font bouger les sociétés. Certes, sur ces sujets, les expertises ne manquent pas. Mais disent-elles tout ? Nous avons choisi pour méthode d'aller sur place, et de tenter de nous immerger dans la vie quotidienne des peuples et d'écouter le plus de témoignages possible.

Après l'Inde et les États-Unis, notre choix s'est porté sur la Russie pour un voyage de quinze jours qui nous a conduits de Moscou à Ekaterinbourg, d'Ekaterinbourg à Krasnodar. Généralement, autour du thème de la Russie, les passions font rage. Nous n'avons pas cherché à exprimer notre opinion personnelle. Nous avons écouté des Russes de toutes conditions et de toutes opinions.

C'est cette diversité que nous cherchons à restituer, et qui nous a paru très différente des préjugés que véhicule notre Occident. Nous avons travaillé en toute liberté.

La Russie est un pays d'une extrême violence historique, en perpétuelle quête d'un idéal. Nous l'avons constaté au travers des propos de nos interlocuteurs. Il nous semble qu'on ne peut pas se dire Européen sans prendre en compte avec l'attention et le respect qu'il mérite le retour de la Russie dans notre conscience culturelle et politique.

DES ANNÉES PERDUES

Les années Eltsine sont globalement contestées. Elles sont considérées comme désastreuses parce qu'elles ont fait perdre du temps à la Russie. Boris Eltsine dit lui-même, parlant de son bilan, qu'il ne sait pas ce qu'il a apporté à la Russie, mais qu'il est fier d'avoir donné la liberté aux Russes. Les effets de cette liberté ont été annihilés par le pouvoir ramassé par les oligarques, qui se sont servis sans aucun souci de l'intérêt général. Il y a eu globalement une faillite totale du projet économique.

Ce furent des années de désordre plus que de liberté, désordre d'un pouvoir incapable de trouver ses marques. Il faut dire aussi que ce furent les années d'une dislocation de l'empire russe sans aucune compensation intérieure. Cette image de décadence a profondément humilié la génération de l'après-perestroïka et il en reste des blessures encore à vif.

Les inégalités sociales que le régime soviétique masquait sont apparues de façon flagrante et sont rapidement devenues insupportables. Les Russes n'avaient plus de repères. Ils n'avaient pas de chef auquel accorder leur confiance. Ils ne voyaient aucune perspective d'avenir, que ce soit sur le plan politique, économique, social ou moral.

C'est le constat que nous avons partout recueilli : un pessimisme total de l'immense majorité qui ne participait pas à la curée de l'économie et un cynisme sans retenue de ceux qui tiraient les ficelles du pouvoir.

LES « ANNÉES POUTINE »

Elles ont d'abord été marquées par l'élimination des oligarques. Vladimir Poutine a cassé leur dictature qui reposait sur l'argent et s'est opposé à leur manifeste volonté de lancer une OPA sur le pouvoir politique.

Le coup d'État de Vladimir Poutine a sans doute évité qu'une petite caste financière s'installe au pouvoir par la corruption et impose le modèle économique d'un capitalisme sauvage, capable à tout moment de recourir à la violence physique et à l'intimidation.

Le cas de Mikhaïl Khodorkovski, oligarque, magnat du pétrole au travers de la société Ioukos, était très représentatif de cette menace. Son immense fortune, acquise par tous moyens, était un défi au pouvoir d'État. Toutes les personnes que nous avons rencontrées le savent et ne ressentent aucun regret pour l'ex-empire Ioukos.

Cependant, V. Poutine s'est dépêché de mettre en place un nouveau réseau issu de son entourage et de ses amis, que les Russes appellent les *siloviki*, venant pour l'essentiel de l'armée et des services de sécurité, et notamment du KGB. La remise en ordre a été confiée par V. Poutine à cette nouvelle élite et aux ministres choisis par lui. Ils ont la haute main sur l'administration à tous les niveaux de décision et parfois aux échelons locaux. Cette bureaucratie poutinienne est aujourd'hui plus forte que jamais. C'est incontestablement l'une des limites importantes de la progression de la démocratie en Russie aujourd'hui. De fait, l'opinion publique reproche implicitement à V. Poutine d'avoir recréé une bureaucratie attachée à ses privilèges et qui freine les réformes qui pourraient la déstabiliser. Manifestement, cette caste ne menace pas la corruption et, pour elle, les changements de fond ne sont pas une priorité.

En dépit de ce paysage qui ne suscite pas d'enthousiasme chez les Russes, l'image de V. Poutine reste extrêmement positive. 70 % des Russes le considèrent dans les sondages comme un grand président, mais ils doutent des marges de manœuvre dont il dispose pour réformer la société russe. Mais on sent que ce qu'on appelle la « reprise en main » correspond à cet objectif.

Il y a deux raisons à la popularité de V. Poutine : il a rendu à la Russie sa dignité de grande puissance – tous les Russes que nous avons rencontrés nous l'ont dit –, et les Russes ne le considèrent pas comme directement responsable de leurs maux intérieurs. Leur attachement à V. Poutine est jugé irrationnel par les observateurs. L'élévation du niveau de vie et la nouvelle richesse de la Russie expliquent en partie ce phénomène.

L'évolution du niveau de vie : existe-t-il une classe moyenne en Russie ?

C'est par l'évolution du mode de vie des familles que l'on peut essayer de répondre à cette question que nous avons posée à tous nos interlocuteurs, et notamment à l'institut Levada, au mensuel Ekspert, et directement à ceux qui nous ont reçus, politiques, fonctionnaires ou personnes de toutes conditions. Un quart de la population russe semble pouvoir être assimilé à la classe moyenne, dont la progression relativement lente semble résulter d'une absence de stratégie économique. Cette classe se nourrit encore pour une grande partie du « système D » qui lui permet de passer au travers d'un maillage administratif lourd et opaque.

D'énormes ressources financières s'accumulent dans les caisses de l'État et en particulier dans un fonds de réserve. Cet argent vient essentiellement de l'exportation des produits énergétiques. Mais cet argent ne se distribue pas et ne produit pas. Cette question fait débat parmi les Russes. L'ancien Premier ministre Evgueni Primakov nous a clairement dit que les réponses à ce

problème constituaient les choix capitaux pour l'avenir. Par exemple, faut-il garder une cagnotte pour se protéger des fluctuations du prix de l'énergie ? faut-il massivement investir cet argent dans les infrastructures ?

La prudence actuelle est signe que la Russie est prisonnière du prix de l'énergie, que son économie n'est pas suffisamment diversifiée et que personne n'ose mettre cet argent en circulation au service de la population. Distribuer pour consommer, dit E. Primakov, représenterait un risque réel d'inflation. On comprend mieux ce paradoxe d'un État riche qui n'arrive pas à décoller. Par exemple, E. Primakov nous a dit être partisan d'un vaste plan d'infrastructures routières car plusieurs centaines de milliers de villes et de villages ne sont pas reliées au reste du pays par des routes asphaltées. Il est aussi partisan d'actions pour l'éducation ou pour le soutien au développement des petites et moyennes entreprises.

V. Poutine semble ne donner encore aucune réponse de fond à ces interrogations. Le développement de la classe moyenne en est incontestablement freiné.

Les experts évaluent actuellement cette classe moyenne à environ un quart de la population. Un journaliste russe nous a dit, avec un sourire, que pour lui, le Russe appartenant à la classe moyenne était celui qui court après un taxi sans se poser la question du prix de la course !

Mais la véritable caractéristique de la classe moyenne est qu'il s'agit de personnes qui ne comptent plus sur l'État, *a fortiori* sur l'administration, mais qui se prennent en main. Ceux qui s'en sortent n'ont pas de vision de la société. Ils n'ont qu'une idée en tête : créer ou construire quelque chose, même quelque chose de modeste, mais par eux-mêmes. On nous a beaucoup dit que leurs valeurs étaient le courage, le culot et la volonté d'organiser leur propre espace de vie.

Qui fait partie de cette classe moyenne ?

Les managers de tous niveaux, les chefs d'entreprise, les juristes, les médecins, les ingénieurs et tous ceux qui ont des raisons de participer à l'économie de marché. Ces gens ne sont pas disponibles aux problèmes du monde. Ils sont poutiniens, et se préoccupent surtout des questions de société qui les touchent directement, telles que la famille, la justice, l'éducation, la sécurité. Pour leur plaisir, ils aiment voyager à l'étranger, ce qu'ils font de plus en plus.

Pourquoi les Russes se sentent-ils solidaires de Vladimir Poutine ?

Tous répondent que la politique de V. Poutine est un facteur d'ordre et de stabilité. Ils disent qu'ils respirent mieux. De plus, ils jouissent de la liberté de parole et considèrent qu'il n'y a pas de retour possible aux temps anciens. Une chose est sûre, la page maudite de la période soviétique est tournée. D'ailleurs, plus personne n'en parle. Ils raisonnent dans les termes de leur génération et ne se cherchent plus d'excuses dans les horreurs du passé.

Tous disent que la Russie va mieux, mais manifestent étrangement une grande indifférence à l'égard de ceux, extrêmement nombreux, qui n'en profitent pas. Cette dureté est très perceptible. Comment s'explique-t-elle ? Tous affichent la même indifférence à l'égard de la politique, et notamment des partis politiques d'opposition qui professent un « libéralisme » mal défini et équivoque. Nous avons rencontré les principaux leaders des partis dits « libéraux », manifestement incapables de s'entendre et de s'unir pour offrir un projet alternatif à celui du Président Poutine.

Il nous a paru que cette nouvelle classe moyenne ne s'exprimait pas au travers d'idées politiques ou d'un projet de société, ce qui explique l'inexistence d'un débat d'idées. En Russie, entre le pouvoir incarné par V. Poutine et la population russe dans toute sa diversité, il n'y a pas d'intermédiaires. D'où l'absence de perspective d'alternance.

Il est incontestable aux yeux des Russes que V. Poutine a restauré la dignité de la Russie en la plaçant au rang des grandes puissances. Les élites, au sens large du terme, commencent à se faire une idée des effets des rapports de la Russie avec le monde. Quels faits leur semblent marquer le retour de la Russie à ce statut ?

Par exemple, ils refusent avec véhémence, pour leur pays, le modèle américain, ce qui n'était pas le cas dans les années de l'après-perestroïka.

En revanche, ils se sentent de plus en plus européens, ce dont V. Poutine ne les dissuade pas, notamment dans son discours du 12 mai 2006. Au cœur de l'Oural, à Ekaterinbourg où l'Europe et l'Asie font jonction, tous, élus, représentants de la société civile et culturelle, syndicats et ONG, se disent européens. Il est frappant de constater qu'à l'inverse de ce que nous pensons en Europe, ils s'expriment peu sur leurs relations avec la Chine, ce qui traduit une préoccupation et presque un sentiment d'angoisse. On n'entend plus l'expression : « nous sommes des Eurasiens ».

Mais les Russes se sentent incompris et mal aimés de l'Europe. Ils ne font pas beaucoup d'efforts pour la comprendre. Les cas les plus frappants qui reviennent aujourd'hui dans chaque conversation sont relatifs à l'Ukraine et à la Géorgie. On nous reproche de nous placer dans le sillage de l'Amérique, et de ne pas comprendre à quel point leurs intérêts et leur position culturelle et historique sont en jeu.

Ils posent la question : si demain, il y a un problème majeur avec la Chine, l'Inde, l'Afghanistan ou l'Iran, qui, sinon eux, sera aux avant-postes ? Ils décrivent le continent russe comme une sorte de vaste espace, fiché dans l'Asie et dans le monde musulman. Cette continuité territoriale sur des milliers et des milliers de kilomètres leur donne, nous disent-ils, à eux, Russes, une redoutable responsabilité que l'Europe, si proche d'eux, ne peut méconnaître.

Presque tous nos interlocuteurs estiment que la marche forcée

de l'intégration dans l'Union européenne ou dans l'OTAN d'une partie de leur ex-empire est une stratégie tournée contre eux. On peut tout à fait comprendre l'inquiétude que cette politique menée de façon systématique suscite en Russie. L'Ukraine, par exemple, est en grande partie historiquement et culturellement russe. De même, ils nous disent : « Ne jouez pas avec la Géorgie en laissant les Américains mener leurs entreprises comme ils le font ». Nous, Français, pouvons prendre en compte cette réaction.

L'arme de la menace énergétique brandie par V. Poutine est parfaitement admise en Russie, parce que c'est le signe d'une nation qui ne s'en laisse plus conter après tant d'années d'humiliation. L'énergie est aujourd'hui pour la Russie une nouvelle arme de dissuasion. Est-ce pour autant acceptable pour les autres pays ?

Nous avons pu observer chez tous nos interlocuteurs, des plus modestes aux plus influents, une grande liberté de propos. Manifestement, on n'est plus en régime soviétique ni sous la menace de la peur. Les journalistes rencontrés le confirment : la presse écrite est libre, mais ce n'est pas le cas de la télévision qui a fait l'objet d'une vigoureuse reprise en main. La télévision est un outil du gouvernement, un instrument pour enraciner sa politique.

En matière religieuse, il apparaît clairement que non seulement la pratique religieuse n'est pas interdite, comme à l'époque des différents assauts d'éradication qu'a pratiqués le régime soviétique, mais au contraire qu'elle est bien vue et encouragée.

Il ne faut pas chercher à comparer nos pratiques politiques et institutionnelles avec celles de la Russie. Nous pouvons seulement dire que les élections locales et nationales intéressent peu les Russes parce qu'ils pensent que tout est tracé d'avance et qu'elles ne servent à rien. Il semble par contre que si la participation des citoyens aux élections locales reste également faible, ces dernières permettent de faire apparaître au niveau des collectivités locales des élus appréciés parce qu'ils sont en prise directe avec les réalités

du terrain. Nous pouvons dire que nous avons rencontré des élus de bonne qualité.

Le déficit auquel les Russes sont le plus sensibles est celui de leurs institutions, davantage que celui de la démocratie. Les Russes sont très sévères lorsqu'ils parlent de leur justice et de la possibilité de faire valoir effectivement leurs droits, pourtant inscrits dans les lois et la constitution. Le pouvoir de Moscou n'est pas ignorant de ce fait, et nous avons observé, au cours de notre séjour, un effort constant de la télévision pour montrer, au travers de faits d'actualité précis, les effets de la lutte de la justice et de la police contre la corruption, au point même de montrer des cas d'arrestations de hauts responsables au cours de réunions ou de conférences. Mais nous lisons dans un article des Izvestia du 7 juin 2006, intitulé « La Cour des comptes s'en prend à la corruption », la réflexion suivante du président de cette juridiction : « Nous, Russes, nous considérons l'État comme quelque chose d'intouchable et hors du champ de toute critique. Erreur ! Il faudrait qu'à l'image de l'Occident, nous considérions l'État comme étant au service d'un peuple qui donne des instructions et qui sanctionne quand l'État n'est pas à la hauteur ». Quelle est la part de la réalité ou d'une politique d'effets d'annonce ?

La police a mauvaise réputation. Nous avons constamment entendu parler de sa médiocre formation, et par voie de conséquence de sa brutalité et de son arbitraire. Les Russes en souffrent, considérant que la société de droit est encore à venir. Nous avons rencontré à l'occasion de toutes nos étapes des représentants des associations de défense des droits de l'homme, encore qu'il faille attacher à cette expression « droits de l'homme » beaucoup de problématiques à caractère social.

Parmi les associations avec lesquelles nous avons eu des contacts, on peut citer l'Association des mères de soldats qui a de nombreuses antennes régionales. Cette association a pour objectif le respect des droits et de la dignité des appelés par la hiérarchie militaire à l'intérieur des unités. Elle milite pour la fin de la conscrip-

tion et la professionnalisation de l'armée. Ces femmes semblent avoir désormais un poids politique non négligeable. Il faut dire que cette question touche toutes les familles, qui vivent douloureusement la dureté des conditions de vie de leurs enfants.

De même, d'autres associations militent pour des conditions de vie dignes dans les prisons. Deux préoccupations semblent majeures : les droits de la défense et la détention sans incrimination. Beaucoup d'avocats se sont spécialisés dans ces dossiers. Il n'apparaît pas de vraie réforme dans ce secteur : les dossiers semblent, au mieux, être traités au cas par cas. Il y a beaucoup d'injustices qui échappent à l'action publique : la qualité de vie des handicapés, les sans-logis, l'insertion des prisonniers libérés. L'exclusion suscite aussi la création de nombreuses associations. Celles-ci semblent jouer un rôle très utile et de mieux en mieux reconnu. Nous n'avons jamais eu la moindre difficulté pour les rencontrer et les écouter librement. De là à dire que les droits de l'homme sont aujourd'hui un vrai sujet pour la société russe, il y a loin.

La préoccupation pour les valeurs morales

Qu'est-ce qui nous a conduits à nous poser cette question ? Nous avons constaté un fait nouveau : les Russes parlent beaucoup d'argent et du prix du baril de pétrole. Cela peut surprendre dans un pays que l'on considérerait comme pauvre, fataliste et naturellement idéaliste. Or ce n'est plus entièrement vrai, ce qui devrait nous amener, nous autres, Occidentaux, à réviser nos stéréotypes.

Les Russes en sont eux-mêmes conscients, au point que certains vont jusqu'à dire que le prix du baril est destructeur de leurs valeurs morales et spirituelles. Pour beaucoup d'entre eux, le degré de corruption se mesure au baromètre du prix de l'énergie. D'où une manifeste angoisse. Malgré le déclin des valeurs familiales, religieuses, éducatives – que le chaos des années perdues a aggravé –, la population place pourtant en elles l'espoir du renouveau. Mais personne ne compte sur l'État pour restaurer les valeurs morales.

Qui s'en occupera ?

L'Église se positionne en promoteur du retour des valeurs morales, ce qu'elle considère comme faisant partie de ses missions. Les familles portent aussi ces espoirs dans le cadre du cercle restreint qu'elles constituent. Les associations, ONG ou autres mouvements militent dans le même sens. Mais on sent bien qu'il manque au discours patriotique du retour de la Russie le socle d'un fondement éthique. La place première prise par l'économie n'est manifestement pas naturelle à un projet russe.

Le discours nationaliste simplificateur n'est pas une réponse aux interrogations éthiques. Nous, Français, nous pouvons nous demander de quoi sont constituées au juste les valeurs de ce renouveau national ? On peut s'inquiéter lorsque l'association Memorial, qui s'est fixée pour tâche de ressusciter le nom des millions de victimes du stalinisme, est désormais ignorée des pouvoirs publics et d'une partie de l'opinion. La recherche de la vérité semble s'être émoussée. Mais il n'est pas sûr que le peuple l'entende ainsi.

Il ne nous appartient pas de porter un jugement sur l'état moral d'une société. Ce que nous avons constaté, c'est que la quête des valeurs morales reste pour les Russes un sujet de préoccupation.

2

JOURNAL DES RENCONTRES

du 27 mai au 9 juin 2006

Jérôme Monod, Jean de Boishue

Vendredi 26 mai 2006

Entretien avec Vladimir Ryjkov à Paris, la veille du départ

■ Programme Moscou du 27 mai au 4 juin 2006

Samedi 27 mai 2006

Arrivée à Moscou, ; visite de Kolomenskoe ; rencontre avec l'ambassadeur de France à Moscou, Jean Cadet. Dîner à l'hôtel du Patriarcat

Dimanche 28 mai 2006

Office religieux en la cathédrale du Christ-Sauveur ; visite du Kremlin et de la salle des Trésors

Lundi 29 mai 2006

Entretiens au Carnegie Moscow Center. Personnes rencontrées : Lilia Shevtsova, Masha Lipman, Nikolai Petrov et Alexei Malashenko

Mardi 30 mai 2006

Entretien avec Valery Fadeev, rédacteur en chef, et Alexandre Michanik, collaborateur du mensuel *Ekspert*

Visite de l'Institut de théologie Saint-Tikhon

Entretien avec Boris Nemtsov, membre de l'Union des forces de droite (SPS)

Dîner chez Gary Kasparov

Mercredi 31 mai 2006

Visite du monastère Danilovsky

Entretien avec le métropolite Cyrille, suivi d'un déjeuner.

Entretien avec Irina Khakamada, présidente du mouvement

« Notre choix »

Jeudi 1^{er} juin 2006

Départ pour Sergueï Possad (Zagorsk)

Office religieux au monastère de la Trinité Saint-Serge

Visite du séminaire théologique du monastère, suivie d'un déjeuner

Visite du musée des icônes

Visite du domaine d'Abramtsevo sur le chemin du retour

Vendredi 2 juin 2006

Entretien avec Ella Pamfilova, présidente de la Commission des droits de l'homme auprès du président de la Fédération de Russie

Entretien avec Evgueni Primakov, ancien Premier ministre, président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie

Entretien avec Ara Abramian, directeur de la société Soglassié

Samedi 3 juin 2006

Journée à la datcha (M^{me} O. et ses amis)

Dimanche 4 juin 2006

Départ de Moscou pour Ekaterinbourg

■ **Programme Région de Sverdlovsk–Ekaterinbourg du 5 au 8 juin 2006**

Lundi 5 juin 2006

Ekaterinbourg :

Rendez-vous avec Édouard Rossel, gouverneur de la Région de Sverdlovsk

Entretien avec M^{me} Merzliakova, présidente du Comité des droits de l'homme auprès du gouverneur

Mardi 6 juin 2006

Visite de la ville industrielle de Nizhniy Tagil

Mercredi 7 juin 2006

Visite de la ville de Nijiniha-Simathnikha

Départ d'Ekaterinbourg pour Krasnodar

■ **Programme Krasnodar, Région du Kouban du 8 au 9 juin 2006**

Jeudi 8 juin 2006

Visite de la ville de Krasnodar

Déjeuner à la mairie

Rendez-vous avec le vice-gouverneur de la Région de Krasnodar

Rencontre avec les représentants des courants démocratiques

Dîner organisé par M^{me} Alina Reznitchenko, directrice de l'ONG « Youjnaïa volna »

Vendredi 9 juin 2006

Départ de Krasnodar pour Paris

MOSCOU

Du 27 mai au 4 juin 2006

Vladimir RYJKOV

Entretien à Paris, la veille du départ

Âgé de 40 ans, historien de formation, il est aujourd'hui député indépendant à la Douma d'État.

Originaire de l'Altaï, où il a fait toutes ses études, il se lance en politique en 1990. Il entre peu après au service du Kremlin, et est nommé dans le même temps vice-gouverneur de l'Altaï. Élu député en 1993 sur la liste des réformateurs d'Egor Gaïdar, il prend une part active à la création du parti « Notre maison la Russie » du Premier ministre Viktor Tchernomyrdine. Réélu en 1995, il est nommé en 1997 premier vice-président de la Douma ; il a alors 31 ans. En 1999, il est réélu député, comme candidat indépendant, au scrutin majoritaire uninominal en 2003, ce qui est un exploit, compte tenu du changement de mode de scrutin.

En 2005, il entre au conseil politique du Parti républicain, de tendance démocrate et libérale, sans véritable audience en Russie. Il est membre de l'association Open Russia, œuvrant au développement de la société civile, largement financée par M. Khodorkovski, dont les comptes ont été bloqués en même temps que Ioukos était liquidée.

Juste avant notre départ pour Moscou, nous avons eu un entretien avec lui. Il est considéré par les observateurs occidentaux comme un espoir de la politique russe.

V. Ryjkov nous parle de la situation intérieure de la Russie.

Le système politique n'est plus démocratique : c'est un régime autoritaire qui repose sur un seul homme. Le pouvoir s'exerce de façon verticale depuis le sommet de l'État jusqu'aux collectivités locales. Les deux principes de fédéralisme et de séparation des pouvoirs ont été mis à mal, et l'information est verrouillée.

Vladimir Poutine exercera un contrôle étroit sur les prochaines élections législatives : il dispose, avec l'administration présidentielle, de l'instrument adéquat. La majorité sera alors organisée autour des trois partis : Russie unie (Edinaïa Rossia, ER), Parti communiste, LDPR (Parti démocrate libéral de Russie).

Il dit encore que V. Poutine a constitué autour de lui une équipe qui restera longtemps au pouvoir. Lui-même continuera de tirer les ficelles, quelle que soit sa décision : respecter la Constitution et partir, ou la modifier pour rester, ce qui est peu probable à son avis.

Le pouvoir concentré entre les mains d'un seul homme touche également l'économie. L'économie générale ignore encore les systèmes de management modernes. La corruption a progressé. L'action centrale de V. Poutine se concentre sur le projet de « superpuissance énergétique ». Il veut assurer la richesse de la Russie par l'exportation contrôlée, et utiliser à des fins politiques cette nouvelle suprématie.

On est plutôt pessimiste à court terme. Mais il y a des sursauts de l'opinion : par exemple, l'opposition à la construction de l'oléoduc qui aurait longé le lac Baïkal, et le choix d'un nouveau tracé plus au nord. V. Poutine a cédé et pris le parti d'une opinion publique de plus en plus sensible aux menaces sur l'environnement. Il y a d'autres exemples qui ont conduit à des changements imposés aux autorités : par exemple, la lutte contre le bizutage dans l'armée. Le cas du soldat amputé des deux jambes après des tortures subies pendant son service militaire a été ressenti comme emblématique d'une cause nationale.

Quant à la sécurité, elle est loin d'être assurée, et les crimes racistes ou ethniques sont monnaie courante !

V. Ryjkov veut créer un nouveau parti libéral qui s'efforcera de réunir tous les libéraux et de regrouper l'opposition. Mais les chances de pouvoir constituer une formation unie sont faibles : certains jugent plus raisonnable de se rapprocher du Kremlin.

Le programme de V. Ryjkov est clair : lutte contre la corruption, contrôle de la bureaucratie, mise au pas de la police, augmentation des budgets de la santé et de l'éducation. Mais la difficulté de faire passer ces messages par voie de presse écrite ou audiovisuelle les rend inaccessibles à l'opinion.

Quant au plan international, il ne faut ni méconnaître ni humilier la Russie. Notamment, tout ce qui l'éloignerait de l'Europe serait contre-productif. Pourquoi créer des abcès de fixation, comme l'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN ?

La France devrait multiplier ses contacts avec la société civile russe, en utilisant le cadre de l'Union européenne. Elle devrait aussi resserrer ses relations avec les ONG et les associations indépendantes.

V. Ryjkov suggère d'adopter pour l'Europe le modèle de la ligne Merkel qui poursuit « un dialogue critique ».

Observations :

V. Ryjkov, le plus connu et le plus actif des députés démocrates libéraux, tient un discours intéressant, mais son influence en Russie est extrêmement faible.

Il apprécie que V. Poutine ait réussi à rétablir la Russie à son rang international. Mais c'est un sévère opposant à son action intérieure.

Son rêve est de transformer un régime autoritaire en un régime véritablement démocratique.

CARNEGIE MOSCOW CENTER Lundi 29 mai 2006

La fondation américaine Carnegie Endowment for International Peace dispose d'une importante antenne à Moscou.

Nous avons longuement interrogé ses experts spécialisés dans l'analyse de la société russe.

■ **Lilia SHEVTSOVA**

La Russie a besoin d'innovation, mais pas au sens où vous l'entendez. La Russie doit devenir un État de droit : voilà ce qui serait une innovation. Le drame actuel de notre pays, c'est que nous n'allons pas dans cette direction. Il faut aussi que nous cessions de tout miser sur le pétrole et le gaz. La Russie doit diversifier l'origine de ses ressources. Actuellement, nous singeons l'économie de marché et la démocratie, et tout le monde fait semblant de ne pas le comprendre. Quand nous affirmons que nous sommes de bons partenaires pour l'Occident, nous répétons en réalité la leçon que nous répète V. Poutine. Son « partenariat » est en réalité une version géopolitique du Gosplan soviétique qui se résume à peu près à ceci : « Nous vous fournissons de l'énergie, mais nous exigeons de vous, en contrepartie, que vous soyez des acheteurs durables ». Gazprom est un fleuron de l'État, rien de plus.

Ici, on se réclame beaucoup de votre V^e République, des nationalisations opérées par les gaullistes, de la grandeur du pays, comme le souhaitait de Gaulle... Vous voulez nous aider ? Dénoncez cette imposture. Il n'y a aucune similitude entre le régime de V. Poutine et la Ve République, et qui mieux que vous, Français, peut le dire ?

■ **Masha LIPMAN**

Je m'occupe ici de la société civile russe. J'éдите un journal. Il y a peu de journaux d'importance nationale en Russie. La presse est libre, mais la télévision a été reprise en main. Pour le pouvoir, elle est un outil de propagande.

L'opinion publique existe en Russie, mais il faut s'entendre sur ce terme. Certes, 70 % des Russes sont pour V. Poutine, mais il n'y a pas d'opposition et aucun homme politique de poids n'apparaît à l'horizon. Le mécontentement intérieur n'est porté par personne. On approuve V. Poutine pour sa politique internationale, mais pas pour sa politique intérieure. Le mécontentement s'exprime par de subites flambées sociales. Ce fut le cas pour les retraités. La contestation est toujours d'ordre économique ou relative à la justice sociale ; elle n'a jamais de support politique. V. Poutine réagit toujours de la même manière : il règle les questions au coup par coup, en payant autant que nécessaire. C'est efficace ! La Russie est riche et peut se le permettre. Et V. Poutine apparaît comme la personnification de l'État et comme un président magnanime.

En fait, l'amour pour V. Poutine devient irrationnel. On lui prête tous les mérites : d'avoir rendu sa dignité à la Russie, de comprendre les difficultés de la population, de contribuer à l'élévation du niveau de vie... Mais à l'évidence, rien de tout cela n'est cohérent ni stable. La seule stabilité aujourd'hui est celle qu'apporte un homme seul qui affirme défendre le peuple contre les oligarchies et l'arbitraire de la bureaucratie.

J'insiste, c'est irrationnel. À la question « le peuple contrôle-t-il le pouvoir ? », 1 % de la population russe répond « oui ». À la question « le pouvoir contrôle-t-il le peuple ? » 13 % des Russes répondent « oui ». Vous vous demandez sans doute ce que veulent dire ces chiffres. Précisément rien. Les sondages démontrent l'état de désordre du pays et la confusion dans laquelle vit l'opinion publique. Cette opinion se réduit à des idées très simples comme, par exemple, « nous ne voulons plus de guerres ». Mais ne vous y trompez pas, derrière tout cela se cache beaucoup d'agressivité et de matérialisme. Depuis V. Poutine, la corruption a beaucoup augmenté. Elle est devenue une norme. Le centralisme pratiqué par le pouvoir en est la cause première.

Jadis, peu ou prou, les oligarques échappaient au pouvoir cen-

tral. À leur manière, ils donnaient du mou au centralisme. C'est précisément la cause pour laquelle on les a tués. Ioukos n'était pas le complot qu'on nous a présenté, mais un modèle alternatif de construction du pays : V. Poutine ne voulait pas de l'économie libérale comme modèle et Ioukos devenait une menace politique. Il a liquidé Ioukos pour le signifier. La justice a naturellement suivi.

Comment s'en étonner ? La justice est chez nous aux ordres. Il n'y a pas comme chez vous de séparation des pouvoirs ; l'indépendance des juges est élastique.

Comment en sortir ? L'opposition n'est pas brimée, mais elle est impuissante à s'unir. Très vaguement, elle se prononce pour une démocratisation du pays et une modernisation de la société. En réalité, elle parie plus sur une évolution que sur une révolution.

Observations :

Ce langage ressemble beaucoup à celui que nous lisons dans les publications des think tanks américains. Il est vrai que nous sommes à la fondation Carnegie à Moscou, où travaillent des experts recrutés par cette fondation américaine.

Irina SHERBAKOVA, Association MEMORIAL Lundi 29 mai 2006

La création de l'association Memorial est emblématique des années où, pendant et après la perestroïka, un vent de liberté a commencé à souffler sur l'empire soviétique.

Memorial s'est attaqué au cœur du système de répression mis en place par le pouvoir stalinien. Au nom de la vérité historique, l'association a entrepris de réhabiliter la mémoire et la dignité de millions de Russes déportés ou exterminés dans les goulags. Nous avons rencontré l'une des responsables de l'association, Irina Sherbakova.

Notre mission est de rétablir la vérité historique concernant les épreuves subies par la Russie et le peuple russe. Ce besoin vient des tréfonds de l'âme de notre peuple. Pendant une dizaine d'années, nous avons été soutenus et même encouragés par les pouvoirs publics. La tâche était colossale. Beaucoup de personnes avaient disparu sans laisser de trace. Parfois, nous n'avions qu'un nom. Par chance, les archives du KGB s'étaient ouvertes, ce qui a permis un vrai travail de recensement, d'étude et d'analyse d'archives. Au moins quinze millions de personnes ont été fusillées ou sont mortes de froid et de faim dans les camps. Sans parler de ceux dont les conditions de liquidation restent à découvrir. Malheureusement, à partir des années 1990, les autorités ont commencé à se désintéresser de nous, voire à nous considérer comme gênants. Les archives du KGB se sont refermées. Les dossiers ne sortaient plus qu'au compte-gouttes. On a continué à nous laisser travailler, mais tout semblait indiquer que ce travail de réhabilitation des victimes du régime soviétique apparaissait à l'administration comme source d'une mauvaise image de la Russie et de tensions politiques à venir. Mais que faisons-nous d'autre que de nous intéresser au destin de gens exterminés par notre propre faute, à nous, Russes ?

Donc nous continuons. Je le répète, librement, si l'on excepte les tracasseries administratives que l'on nous impose de temps en temps. Memorial a déjà un bilan : un million et demi de dossiers ont été constitués, mis à jour et publiés. Nous contribuons beaucoup au travail de chercheurs. Mais nous sommes loin du compte de ce qu'il reste à découvrir. Bien que les sources officielles se soient tariées, la documentation et les témoignages ne manquent pas. Ils proviennent chaque jour de rescapés, de familles qui cherchent la trace de leurs proches, voire des bourreaux eux-mêmes.

Mais cela ne suffit pas : nous nous sommes fixé, par exemple, pour tâche d'établir une carte des charniers, très nombreux sur le territoire. Nous disposons d'antennes régionales. En tout, il y en a quatre-vingt, implantées dans différentes régions. Ici, à Moscou,

nous disposons d'une équipe d'une centaine de personnes. C'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Malheureusement, le rythme de nos recherches se ralentit. Je ne peux pas dire que nous sommes persécutés. Preuve en est que nous intervenons dans les écoles. Mais la volonté de nous faire passer pour de mauvais patriotes est manifeste. Insidieusement, on tente de ternir notre image auprès de la population.

Vous avez raison de poser la question que l'on ne pose pas : pourquoi n'y a-t-il pas eu de procès public du communisme ? Tout simplement parce qu'il serait gênant pour trop de gens et surtout parce que le pouvoir politique actuel veut entretenir le mensonge d'une Russie en paix avec son passé. Nous ne pouvons pas approuver cette politique. La nôtre a toujours été non pas d'enfouir des millions de morts dans l'oubli, mais, au contraire, de témoigner de leurs souffrances à l'intention des générations futures.

Le fondement de Memorial est précisément de ne pas accepter la manipulation de l'Histoire. Voulez-vous un exemple de cette manipulation ? Pourquoi insiste-t-on autant sur les événements de la dernière guerre sinon, d'abord, pour réhabiliter Staline ?

Ekspert Mardi 30 mai 2006

Ce mensuel économique est très comparable à nos magazines.
Il est tiré à 90 000 exemplaires.

Nous avons rencontré Valery Fadeev, son rédacteur en chef.

Notre revue existe depuis onze ans. Je dirais que tant que *Ekspert* existera, la liberté d'opinion en Russie existera. Je veux dire que nous sommes totalement libres de publier ce que nous voulons. D'ailleurs, nous ne devons rien à l'État. Nous existons sur fonds privés et notre entreprise est bénéficiaire. Nous éditons beaucoup

de suppléments régionaux et organisons un peu partout des tables rondes. Que voulez-vous que je vous dise : tout va bien !

Vous me demandez s'il existe en Russie une classe moyenne. Bien sûr, ce sont nos lecteurs ; ils ont de bons revenus et un vrai jugement sur ce qui se passe autour d'eux. Ils n'ont rien à voir avec cette génération des années 1992 à laquelle l'État a fait croire qu'avec les privatisations tout s'arrangerait comme par enchantement. Ceux qui y ont cru s'en mordent aujourd'hui les doigts. Ils ont vécu dans l'illusion, ne serait-ce que parce qu'ils n'avaient aucun savoir-faire ou étaient dépourvus de culture économique. L'État les a trompés. Tout cela s'est terminé par un formidable krach financier pour la Russie et pour des millions de gens qui se sont ruinés dans des montages ineptes. Évidemment, leurs ressources n'ont pas augmenté mais, pire que tout, certains sont retombés bien plus bas que là où ils étaient auparavant. Non, aujourd'hui, il faut parler d'une nouvelle classe moyenne qui sait profiter de la liberté, qui ne compte pas sur l'État, et surtout qui s'assume elle-même.

Certains gagnent déjà bien leur vie. D'autres se hissent à petits pas. En pourcentage, on peut évaluer cette classe à environ 20 % ou 30 % de la population. Disons 25 %, c'est plus sûr. Qui sont ces gens ? Des managers de toutes sortes, des chefs d'entreprises, des médecins, des ingénieurs, des juristes ; bref, il s'agit de ceux qui prennent part à l'économie de marché. Un médecin libéral gagne environ 50 000 roubles, son confrère fonctionnaire, 5 000 roubles. Pourquoi cette différence ? C'est simple : le plus riche est celui qui ne se ménage pas, qui se bat, qui n'est pas regardant sur l'effort que cela lui demande.

Les « oligarques » ? Heureusement, soit ils ont disparu, soit ils sont rentrés dans le rang. En fait, leur période de gloire fut très courte et correspond à l'époque des privatisations tous azimuts, notamment en matière énergétique. Comment les regretterions-nous ! Leur stratégie a été d'acheter tout le monde, et sans complexes : ils ont acheté les députés, les journalistes, les votes des citoyens, les

partis politiques. Franchement, je n'ai aucune envie de verser des larmes de crocodile sur Khodorkovski et l'empire Ioukos. V. Poutine est un politique. Il a compris le danger que représentait pour l'État cette mainmise. Sa réaction a été violente et sans pitié. Je ne dis pas que tout était négatif dans le système oligarchique. Les oligarques ont un mérite, ils ont probablement fait barrage au retour du communisme. Mais ce qu'ils pensaient et ce qu'ils voulaient n'était pas la démocratie, mais l'instauration de la loi de la jungle.

Je suis pour V. Poutine, bien que je sache que certaines libertés se restreignent, notamment dans le domaine de l'audiovisuel. Je sais aussi que V. Poutine a mis en place ses propres amis, que nous appelons les siloviki qui viennent de l'armée, des services de sécurité et surtout du KGB. Ils présentent des avantages et des inconvénients : leur avantage, c'est qu'ils confortent l'organisation du pays ; leurs inconvénients, c'est qu'ils n'hésitent pas à se sucrer au passage.

Globalement, nos structures institutionnelles restent faibles. Les partis n'ont aucune culture politique. Les médias n'ont pas de ligne éditoriale. Comme l'opposition, ils tournent en rond. Je souhaite que V. Poutine se représente en 2008. Mais si, par hypothèse, il sortait du jeu, il sera tout de même présent et jouera probablement le rôle d'une sorte d'opposition constructive au successeur qu'il aura lui-même contribué à mettre en place. C'est, je crois, ce qu'espèrent les Russes.

Nous, libéraux, nous croyons au pluralisme et à la diversité. Autant dire que nous ne croyons pas à l'Amérique qui, elle, ne croit qu'en la puissance américaine. Mais vous, Européens, devriez prendre la mesure du fait que nous, Russes, sommes en première ligne des grands enjeux mondiaux. Ne serait-ce que s'agissant de notre territoire, nous jouxtons les parties du monde où, aujourd'hui, il se passe des choses importantes. S'il y a crise – je pense à la Chine, à l'Inde, à l'Iran –, croyez-vous encore que les Américains iront là-bas pour vous défendre ? L'Europe doit comprendre qu'il n'y a que nous qui puissions le faire. Mais comment vous persuader que nous, Russes, sommes, comme vous, des Européens ?

Entretien avec le métropolite CYRILLE Mardi 30 mai 2006
Chargé des relations extérieures du patriarcat de Moscou,
il est le bras droit du patriarche Alexis II.

L'Église : du martyre à la renaissance

« L'Église retrouve ses forces » : c'est ainsi que le métropolite Cyrille nous a résumé l'état actuel de l'Église orthodoxe russe.

De fait, nous avons pu constater que, d'une condition d'Église en quasi-état de disparition, en vingt-cinq ans, l'Église russe est passée au rang de puissance dont il est difficile pour un observateur extérieur d'apprécier au juste les limites ou l'influence.

Il est incontestable que la pratique religieuse en Russie est aujourd'hui totalement libre et le statut de croyant respecté, voire encouragé. Il y a probablement peu d'exemple dans l'histoire de la chrétienté qu'en si peu de temps, autant de lieux de culte aient été reconstruits ou restaurés. Les sondages indiquent que 70 % de la population russe se déclare croyante, mais le nombre de pratiquants est faible et représente environ 3 % à 4 %, preuve que la politique de déchristianisation menée par le pouvoir soviétique a laissé des traces profondes.

Cependant, l'attachement à la religion orthodoxe ne peut être considéré sous l'angle unique de la pratique religieuse.

Il ressort des entretiens que nous avons eus avec des croyants non pratiquants que le renouveau culturel est assimilé à une renaissance culturelle de la Russie ; que l'Église et l'orthodoxie sont perçues comme les gardiennes des valeurs éthiques et historiques du peuple russe, et que le renouveau de l'institution religieuse est inséparable de la montée en puissance de la Russie. Ce qui pour nous, Français, tenants du principe de laïcité, apparaît comme une confusion entre le séculier et le religieux est au contraire pour les Russes un retour à l'harmonie de leurs racines. Aussi, plus que d'élan religieux, il est peut-être plus pertinent de parler d'élan de spiritualité.

Dans ce contexte, l'Église devrait se sentir en position de force. Il nous a plutôt semblé qu'elle se sentait à la croisée des chemins.

Certes, elle vit désormais dans la proximité immédiate du pouvoir en place ; certes, on n'a pas cessé de nous répéter que V. Poutine croyait en Dieu... Mais reste à savoir si les conditions dans lesquelles l'Église est présente dans la sphère publique correspondent à la réalité de ses ambitions.

L'Église orthodoxe russe ne cache plus son dessein de renforcer ses liens avec les Églises orthodoxes du monde occidental pour remplir ensemble une mission qui revêt un caractère universel.

On sent que l'Église ne se satisfait plus du rôle de « partenaire officiel » du pouvoir et tend de plus en plus à faire valoir sa spécificité : celle des valeurs, et non celle de l'économie ou de la politique

Nous avons remarqué, dans le discours des religieux, des signes de radicalisation, une grande intransigeance dans la pratique du dogme, une volonté affichée de mener des missions socio-éducatives. Plusieurs responsables cléricaux nous ont fait comprendre que ces messages s'adressaient aux dirigeants qui ne tenaient pas assez compte de la richesse que constituaient pour la Russie son capital religieux et la force morale de ses préceptes.

L'Église ne s'érige pas en opposante au pouvoir, mais, manifestement, réclame pour les années à venir un rôle actif dans la construction de la société russe. La conviction répandue en Occident qu'il y a collusion totale en Russie entre l'Église et le pouvoir mérite aujourd'hui d'être pondérée par des phénomènes de quasi-concurrence.

Si l'on ne peut pas parler de conflit, tout semble indiquer que l'Église veut faire entendre sa voix : elle ne se considère pas à sa juste place et dit que le pouvoir politique se trompe s'il croit que l'homme en société, l'homme russe en particulier, peut s'améliorer ou progresser sans l'enseignement de l'Église.

Si crise il y a entre le pouvoir et l'Église, elle n'a évidemment rien à voir avec les tragédies passées. Mais force est de constater

que désormais, face à l'État, l'Église entend placer haut la barre de son influence.

On n'a donc pas l'impression d'une Église à la remorque du pouvoir, mais plutôt d'une institution qui veut imposer sa conviction que sans elle l'État est incapable de faire face à la dégradation des mœurs, à l'individualisme par l'argent, à la corruption, bref, à tous ces maux qui minent la société russe de l'intérieur.

Par le processus interne de son évolution, l'Église n'est pas très différente des autres pouvoirs russes. Comme les autres, elle a connu les années d'euphorie de l'époque Eltsine, mais comme d'autres aussi, elle a mesuré le retard accumulé en matière d'organisation interne, de formation des prêtres, de la nécessité de se rapprocher de la population. Là aussi, sans doute, il y a eu reprise en main.

Mais comment ne pas constater les résultats. L'image qu'elle offre aujourd'hui aux voyageurs est à la fois impressionnante par l'éclat de son patrimoine et profondément émouvante par la ferveur de ses fidèles.

Au cours de notre voyage, très peu de personnes nous ont parlé du passé soviétique. Lors du déjeuner qu'il nous a offert à sa résidence de Moscou, le métropolite Cyrille n'a pas hésité à nous relater le destin tragique de ses prédécesseurs. Il nous a demandé de retenir que Nikita Khrouchtchev avait programmé la liquidation totale de la religion en Russie et nous a dit de répéter que le salut de l'Église était dû au fait que Khrouchtchev n'a finalement pas osé défier l'opinion occidentale. Monseigneur Cyrille nous a fait une révélation. Il nous a confié que l'Église avait décidé d'envoyer ses prélats à l'étranger pour répandre en Occident l'image d'une Église qui vit. Redoutable tâche pour eux qui savaient qu'en réalité, la « sainte Russie » ne tenait plus qu'à un fil.

L'Église russe n'est plus au temps de la sainte Russie. Elle se trouve immergée dans une société déstructurée, déshabituée à fréquenter les lieux de culte et profondément marquée par presque un siècle d'athéisme militant. L'Église russe n'a jamais été confrontée

à une telle situation. Au risque de ne plus compter, elle n'a d'autre choix que de s'enfermer dans la tour d'ivoire de l'intégrisme religieux ou d'actualiser ses positions en participant aux grands chantiers de la société russe.

Il nous a semblé que, même si ces deux orientations sont présentées par la hiérarchie comme non antinomiques, voire complémentaires, ce sont surtout les « rénovateurs » qui se font entendre. On peut le constater au fait que désormais, l'Église parle, et parle de sujets considérés jadis comme tabous : par exemple, de l'égalité des droits entre les différentes confessions ; de la mission sociale et éducative de l'Église ; des relations apaisées qu'entend entretenir le patriarcat de Moscou avec les autres religions du monde ; de l'« incontournable » (c'est le terme employé) question des droits de l'homme.

Il est malaisé, pour des observateurs extérieurs, de comprendre le sens précis donné à ces expressions ; difficile aussi de prendre la mesure des marges de manœuvre dont dispose ou disposera l'Église dans la Russie poutinienne ; impossible surtout de deviner l'écho que peut trouver ce nouveau messianisme dans un paysage dominé par le « veau d'or » du baril de pétrole. Mais on ne peut pas visiter la Russie sans vite comprendre que le capital culturel de l'Église est indissociable du destin d'un pays qui, à la différence du nôtre, n'a jamais fixé de frontière précise au partage entre le religieux et le séculier.

Boris NEMTSOV Mardi 30 mai 2006

Il est aujourd'hui l'un des leaders importants de l'opposition libérale.

Il est membre de l'Union des forces de droite (SPS).

Ancien vice-Premier ministre, ancien gouverneur de la région de Nijni-Novgorod, il a longtemps été considéré comme une figure exemplaire de la refondation de l'économie russe. Il a été député à plusieurs reprises.

Il a fait partie des proches de Boris Eltsine.

Je suis un libéral convaincu et je souhaite que l'opposition libérale représente une alternative crédible au pouvoir actuel de Vladimir Poutine. Notre vraie difficulté, c'est que le peuple aime Poutine, et que sa cote de popularité ne varie pas, même après des événements sanglants comme la tuerie de Beslan.

Pour mes amis et moi, Poutine est à l'opposé d'Eltsine. Je sais... l'image de Poutine est meilleure. Il se maîtrise mieux. Je sais aussi que la période Eltsine a débouché sur un marasme économique et que Vladimir Poutine, lui, dit vouloir en sortir. Mais il y a une différence fondamentale entre les deux hommes : à l'époque d'Eltsine, on pouvait tout dire, même critiquer le régime ; aujourd'hui, c'est autre chose.

Environ 30 % de la population sont hostiles à la politique du Kremlin : 15 % sont communistes, 5 % nationalistes, et 10 % partisans d'une vraie démocratie. Depuis cinq ans, ce tableau reste inchangé. Pourquoi ? Parce que l'opposition est divisée en cinq groupes et que les querelles de personnes empêchent l'union et un programme.

Pourtant, que de sujets pourraient nous mettre d'accord ! Les droits de l'homme sont régulièrement bafoués ; la justice est en proie à l'arbitraire ; l'information à la télévision est érigée en outil de mensonge institutionnel. Mais, pire que tout, vingt-cinq millions de Russes vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Si l'union des forces d'opposition ne se réalise pas, les élections

législatives de 2007 et les élections présidentielles de 2008 sont perdues d'avance.

Le Kremlin tire toutes les ficelles possibles pour que cette union ne se fasse pas. Très habilement, il tisse des liens directs avec certains d'entre nous et, évidemment, conforte les divisions. Hélas, certains se laissent prendre à ces petits « Munich ». Bref, diviser pour mieux régner, cela, V. Poutine sait le faire : beaucoup, dans l'opposition, pensent qu'un accord est possible avec le Kremlin.

L'autre difficulté est celle du financement de nos partis : le monde des affaires russe a peur de financer l'opposition. Le précédent Khodorkovski reste dans les mémoires. Bilan : à la Douma, l'opposition est réduite à une poignée de députés.

Nous avons besoin d'un chef, mais qui peut jouer ce rôle ? La question n'est pas tranchée. Nos tractations relèvent trop souvent de l'infantilisme politique. Mais que voulez-vous, les Russes n'ont aucune culture démocratique ; tout semble se passer comme si leur histoire les avait immunisés contre la démocratie. Quand des innovateurs se présentent, les Russes les détestent. Il préfère un Vladimir Poutine qui, dès qu'il y a un problème quelque part, arrose les contestataires d'argent. Alors pourquoi se soucier d'un système démocratique ? Notre « démocratie » est aujourd'hui indexée au prix du baril de pétrole. La richesse nationale a été multipliée par dix et le salaire moyen par trois. Pourquoi alors chercher midi à quatorze heures ? ! Nous, libéraux, sommes dans l'impasse, par notre faute. Nous n'arrivons même pas à nous mettre d'accord sur le fait que notre candidat aux présidentielles soit désigné au vu d'un sondage. Ne croyez pas pourtant que nous baissons les bras. Au moins, tous, nous sommes d'accord sur un point : l'empire Poutine est un château de cartes prêt à s'écrouler. Moi, je fais ce que je peux pour favoriser l'union, je n'ai pas d'ambition personnelle.

Irina KHAKAMADA Mercredi 31 mai 2006

Ancienne députée à la Douma et candidate aux dernières élections présidentielles de 2004, où elle a obtenu le score de 3,84 % des voix, elle se réclame du courant libéral et est en opposition au pouvoir de Vladimir Poutine.

En Russie, l'opinion publique existe, mais elle n'est pas formée ou disponible à nos problèmes et aux problèmes du monde. Les gens sont devenus modernistes ; les élites, elles, sont restées archaïques. L'opinion s'intéresse au superficiel ; les élites, elles, défendent le pouvoir de leur argent et s'inventent de prétendues stratégies.

En réalité, ce sont les bureaucrates qui règnent en maîtres. Chez nous, politique et bureaucratie, c'est la même chose. Bien sûr, il y a des pouvoirs : l'Église, la police, les fonctionnaires, les décideurs culturels... ces pouvoirs détestent la classe moyenne. Ils se battent bec et ongles contre son ascension car rien n'est pire pour eux que la liberté de pensée. Les élites préfèrent entretenir leurs mythes : la grandeur de la Russie, la résistance à ce qu'ils imaginent être la décadence...

Dans ce décor mensonger, V. Poutine règne en maître. Il est populaire parce qu'il s'est forgé une image « au-dessus de tout ça ». En fait, il est le cœur de ce système. Ne vous y trompez pas : Poutine est un super-bureaucrate. Que peuvent nos libéraux contre son emprise ? Ils doivent parler, oui, parler aux mass media, et surtout aux gens de la rue. Comment faire ? Il faut attirer les gens par des thèmes futiles qui les intéressent dans le moment et, entre les lignes, leur faire passer des messages. J'insiste, il n'y aura pas de nouveau régime sans cela. Je veux dire, sans dialogue.

La finalité, c'est une nouvelle politique. Je pense qu'il faut d'urgence décapiter les ministères, mais augmenter le salaire des fonctionnaires. Oui, il est nécessaire de décapiter le sommet, mais, par l'augmentation des salaires, empêcher les petits et moyens fonctionnaires de se servir dans la poche du contribuable. Actuellement, les

bureaucrates sont les mercenaires du pouvoir à double titre : ils sont payés par l'État, mais en plus, celui-ci ferme les yeux quand ils arrondissent leurs fins de mois par la corruption. Ce système est général et personne n'a vraiment intérêt à y toucher. Comment parler dans ces conditions de démocratie ? On entretient l'illusion de la démocratie, mais on en est aux antipodes. La démocratie n'existe pas. Preuve en est que l'idée de s'organiser, de se compter, de véhiculer les projets de réformes n'intéresse personne. C'est le principal problème : un mur auquel nous autres libéraux nous nous heurtons.

Je répète, mon projet politique est d'abord de décapiter le commandement bureaucratique, mais de laisser à tous les autres échelons administratifs concernés ce qu'on leur a permis de voler. Je considère qu'il faut remettre cet argent volé en circulation en obligeant tous ces parasites enrichis à se soumettre aux lois de la concurrence et du marché. C'est là que nous verrons de quoi ils sont capables. Bien sûr, ce système devra être régulé comme chez vous, en Occident. Je suis pour la concurrence, mais pas pour la concurrence sauvage.

Nous sommes encore très loin de tout cela. La pratique du verrouillage et du copinage est solidement ancrée. On fait semblant de se croire une grande puissance à l'image des États-Unis. Dans la réalité, la Russie s'affaiblit et se renferme. Alors qu'il faudrait parler avec l'Europe, nous nous en écartons.

Observations :

Nous avons trouvé en Madame Khakamada une femme intelligente et courageuse, mais utopiste et sans projet crédible pour une opposition libérale.

Entretien avec Madame O. Mercredi 31 mai 2006

Notre interlocutrice est une femme divorcée, âgée d'une cinquantaine d'années, propriétaire de son appartement, qui vit avec son fils actuellement au service militaire.

On peut la rattacher à la catégorie des classes moyennes. Voici, grosso modo, ce qu'elle nous a confié.

Les Russes sont indifférents aux problèmes géostratégiques. Ils ne sont préoccupés que par leurs problèmes intérieurs : l'éducation, la sécurité, les pensions, les revenus, la vie familiale. On doit maintenant à V. Poutine la découverte de l'ampleur du désastre démographique. La Tchétchénie est pour les Russes un ennemi ancestral. Avec les autres pays du sud de la Russie, nous avons toujours entretenu de bonnes relations. Pas avec les Tchétchènes. Là-bas, la guerre ne se terminera jamais. Nous n'avons peut-être pas de vrai modèle de société. Mais ce ne sera jamais la société américaine. Nous n'aimons pas les Américains. L'Europe est un sujet d'indifférence. Les Russes veulent voyager, découvrir : voilà ce qui les intéresse. La jeunesse n'a pas d'idéal. Même l'amour passion n'existe plus. Les filles et les garçons se rencontrent, un point c'est tout. Au fond, ce à quoi ils rêvent, c'est de gagner de l'argent, et vite. La fierté d'être russe existe, même si l'avenir reste flou. Nous aimons Poutine, mais on sait que Poutine est seul et que derrière lui, il n'y a personne.

Notre niveau de vie s'est amélioré, mais il est sans comparaison avec le vôtre. Si progrès il y a, nous le devons aussi à Poutine. Surtout, nous avons un président dont nous n'avons pas honte... Un président qui ne boit pas et qui ne dit pas n'importe quoi. Nous sommes contents. À l'extérieur, la Russie a désormais une image différente.

Mais la vie reste difficile. J'ai trois métiers, dont un seul est déclaré : je donne des cours de dessin. Je gagne bien ma vie. Concernant mon travail au noir, je ne risque rien car le fisc a trop à

faire avec de bien plus puissants que moi. La Russie pauvre, je ne la connais pas. Je sais qu'elle existe, mais chacun vit dans sa bulle. Au service militaire, mon fils a découvert l'existence de ces Russes démunis de tout. Mais que faire ? Il n'en tire pas de conclusion. Simplement, il sait désormais qu'il ne veut pas vivre comme eux. Les jeunes ne savent pas grand-chose. Comme les vôtres, ils passent leur vie devant la télévision, s'ennuient en cours d'histoire. Ils ont une vision floue du passé et de l'avenir. Comme je vous l'ai dit, ils sont plutôt patriotes, pas plus.

Ce qui m'inquiète aujourd'hui, c'est surtout l'insécurité dans les rues de Moscou. Avant-hier soir, j'étais en voiture, et j'ai été attaquée par quatre voyous. J'ai dû mon salut à un coup d'accélérateur. Ils ont tapé du pied dans ma voiture, mais c'était déjà une épave. J'ai les moyens de m'en acheter une nouvelle, mais à quoi bon, puisqu'on me la volera. Non, je ne suis pas vraiment pessimiste. En tout cas, je suis beaucoup moins pessimiste que ne le fut mon père, décédé il y a quelques années. L'amélioration est là : nous sommes pessimistes, mais moins que nos parents. Peut-être avons-nous regagné un peu d'espoir.

Ella PAMFILOVA Vendredi 2 juin 2006

Elle a fait l'essentiel de sa carrière politique auprès de Boris Eltsine.

Elle a été ministre des Affaires sociales et, à plusieurs reprises, députée à la Douma. En 2000, elle a été candidate à l'élection présidentielle.

Elle nous a reçus en qualité de présidente de la Commission des droits de l'homme auprès du président de la Fédération de Russie.

Comme beaucoup de ceux de ma génération, j'ai eu une vie politique intense. L'après-perestroïka a été pour la Russie une époque de grands bouleversements. En 1999, j'ai renoncé au service de l'État. Aujourd'hui, je ne fais pas de politique. J'ai deux activités : je suis à la tête de la plus importante association russe de protection

de l'enfance et je préside officiellement un comité des sages dit « Conseil des Trente-Deux » et ce, à la demande personnelle de Vladimir Poutine.

Ne croyez pas que j'ai changé d'opinions... Avec le président, nos relations ont toujours été très rudes. Je suis allée souvent en Tchétchénie sans cacher ce que je pensais sur ce qui se passait là-bas. J'ai même été candidate contre Poutine aux élections présidentielles. Mais mes amis libéraux m'ont déçue. Nos partis d'opposition trompent la population et font leur petite soupe sans s'occuper du reste. J'ai donc choisi de continuer à agir pour ce à quoi je crois : les droits de l'homme et la justice sociale. La Commission des Trente-Deux dont je vous ai parlé porte officiellement le nom de « Commission des droits de l'homme de la Fédération de Russie ». J'ai rencontré Poutine et il m'a demandé d'en prendre la présidence. Preuve qu'il n'est pas aussi rancunier qu'on le dit. Pourquoi aurais-je refusé ? Ma fonction est celle d'un médiateur.

La tâche n'est pas facile et mes collègues de la commission sont loin d'être des potiches. Ils représentent des communautés, ce sont des juristes réputés, des membres d'associations humanitaires. La plupart sont hostiles à Poutine. Mais Poutine l'accepte. Je dispose d'une petite administration, comme vous le voyez ces locaux sont très acceptables, mais je n'attends d'aide de personne, les ministères se méfient de nos initiatives.

Je comprends que vous vous interrogiez sur nos capacités d'action. Comme toute instance de ce type, nous émettons des propositions. La première difficulté est de se mettre d'accord entre nous, la seconde est de faire passer nos messages.

Par exemple, nos dernières propositions portent sur les conditions de vie de la population de la Tchétchénie, sur les difficultés qu'éprouvent les Russes ressortissants des ex-républiques soviétiques de se voir reconnaître la nationalité russe, sur les mauvais traitements dans les camps de réfugiés, sur les pensions des militaires mutilés ; nous invitons les autorités à prendre en compte le sort des

handicapés ; enfin nous demandons des instructions fermes pour que soit enrayée la brutalité policière.

Sommes-nous entendus ? Parfois oui, parfois non. Tout est forcément très lent à cause des mauvaises habitudes acquises. Mais l'important est que nous existions, qu'au travers de notre commission, des personnalités représentatives de la diversité de notre territoire trouvent une tribune. L'objectif est de faire passer nos propositions dans les règlements de la Fédération. Le passage de l'idée à l'acte, voilà le vrai défi ! Mais à petit pas, ce travail se fait aussi. Quand je le rencontre, j'en parle au président Poutine et rien de ce que je lui dis ne semble le choquer. Inutile de souligner que c'est précieux.

Observations :

Madame Pamfilova est une personnalité courageuse et attachante qu'on aurait du mal à se représenter dans un rôle de faire-valoir. Elle croit à ce qu'elle fait et, même s'il est difficile de se prononcer sur l'étendue de son influence, sa liberté de pensée et d'expression représente une incontestable force.

Evgueni PRIMAKOV Vendredi 2 juin 2006

Ancien Premier ministre, président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie

Né en 1929 à Kiev, dans une famille de militaires, diplômé de l'Institut d'Orient et docteur en économie, journaliste, conseiller de Léonid Brejnev et des dirigeants soviétiques pour la politique extérieure au Proche-Orient, E. Primakov a mené les négociations avec Saddam Hussein à la veille de la guerre du Golfe. Ministre des Affaires étrangères en 1996, Premier ministre de septembre 1998 à mai 1999, président du Conseil de coordination de la coalition électorale « Notre Patrie la Russie », dont il dirigea la liste lors

des élections parlementaires en 1999 avec le maire de Moscou, il est élu député à la Douma et quitte la présidence de « Notre Patrie la Russie » en 2001. Il est aujourd'hui président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie.

E. Primakov nous peint, pendant une heure et demie, un tableau général de son pays, avec l'expérience et la subtilité d'un authentique homme d'État. Il tient un discours parfaitement maîtrisé, tout en lui donnant un ton très libre.

Il s'exprime d'abord comme président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie sur l'objectif et la stratégie du développement russe.

La Russie, depuis quelques années, a une croissance régulière avec une progression du PIB qui va s'accroissant. La moitié de la croissance est liée au développement intérieur (investissements, diversifications, restructurations), l'autre moitié à l'exportation.

L'objectif est de doubler le PIB en 2010 mais, dit-il, « on n'y arrivera pas ». Pourquoi ? Parce que la Russie a tiré de ses immenses richesses en matières premières des ressources financières considérables, dont elle ne se sert pas pour une vraie stratégie de développement. En effet, ces ressources servent à rembourser une partie de l'endettement extérieur et à constituer un fonds de stabilisation qui représente une cagnotte de 70 milliards de dollars, qui passera probablement l'an prochain à 120 milliards.

La position de la Chambre de commerce et d'industrie est très claire : s'il n'y a pas un revirement stratégique majeur dans l'utilisation de cette manne, l'économie ne décollera pas. L'argent de la cagnotte ne rapporte pas grand-chose, et il n'y a aucune urgence, contrairement à ce que veut le ministère des Finances, à ce que le gouvernement constitue un coussin d'amortissement. Le bon choix est donc de dépenser ces ressources maintenant en investissements productifs, et non pas d'accroître les réserves de précaution pour les générations futures.

Pourquoi investir ? Parce que tout l'argent du pétrole, du gaz et des matières premières, qui font la fortune actuelle de la Russie, s'il était mis sur le marché pour la consommation, risquerait de créer une inflation impossible à maîtriser.

E. Primakov insiste sur les besoins en infrastructures de transports, indispensables pour rendre possible sur un aussi vaste territoire la mobilité des hommes, des produits et les investissements. En 1990, les nouveaux maîtres de l'économie disaient : « le marché réglera tout cela lui-même ». V. Poutine, dit E. Primakov, a une vision plus raisonnable et plus sociale de l'économie : il propose d'utiliser une partie de ces ressources pour investir dans les transports, la santé, l'éducation, l'agriculture et le logement.

C'est un choix politique qui est difficile à mettre en œuvre, parce qu'au plus haut niveau les administrations n'ont pas encore de programme arrêté. Elles ont des difficultés de mise en œuvre, dans la mesure où elles auraient besoin de méthodes nouvelles de management. De plus, on peut les soupçonner de ne pas vouloir bouleverser les vieilles méthodes dont elles tiraient profit.

Y a-t-il une classe moyenne en Russie ? Le projet économique que soutient E. Primakov n'ignore pas cette question. Il est important pour lui qu'apparaisse une nouvelle classe de consommateurs et de chefs d'entreprises, notamment petites et moyennes, qui peuvent encourager une économie plus fluide. Les petites et moyennes entreprises russes représentent 10 % à 12 % du PIB. Les plus petites vont être aidées, ce qui est nouveau, par l'État : la Douma devrait voter très prochainement les textes nécessaires. Mais il faut tout de même savoir que les entreprises de la classe moyenne souffrent de leur taille et du faible volume de leur activité.

L'autre point est celui de la disparité croissante entre les plus pauvres et les plus riches. C'est un immense enjeu, puisque 17 % à 18 % – au moins – de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Enfin, la question la plus angoissante est celle de la démographie,

nous dit E. Primakov. Notre interlocuteur se demande pourquoi les Russes y ont été si longtemps indifférents. Les pronostics les plus pessimistes envisagent une population réduite à 100 millions d'habitants dans cinquante ans (la Fédération de Russie compte aujourd'hui 143,2 millions d'habitants) si la tendance se poursuit, malgré la très forte immigration des Russes venus de l'ex-empire.

L'entretien se poursuit sur la vision qu'ont actuellement les Russes de l'état du monde. La Chine est un sujet de préoccupation à cause de la pression économique et démographique qu'elle fait peser sur l'ensemble des pays industrialisés et, concernant la démographie, particulièrement sur la Russie. La Chine est une menace virtuelle évidente quand on connaît l'étendue des frontières qu'elle partage avec la Fédération. Déjà se pose le problème du flux continu de Chinois qui s'infiltrent en Sibérie. Actuellement, au bas mot, il y en aurait 500 000. Ils commercent, font de la contrebande, et créent souvent des activités de services. Tout cela est incontrôlé et sous-estimé.

La diplomatie russe est très à jour des points chauds du globe. La Russie n'est pas dupe du danger que représente l'ambition nucléaire de l'Iran. Elle considère que l'Égypte est menacée par l'intégrisme ; quant au conflit israélo-palestinien, rien ne sera réglé sous influence américaine. Au contraire, la politique de George Bush exacerbe le Hamas qui semble se radicaliser de jour en jour.

Les problèmes de l'Ukraine et de la Géorgie touchent la Russie directement. Avant de se lancer dans on ne sait quelle aventure, Kiev ferait mieux de réfléchir à ses relations avec Moscou. En Géorgie, les choses sont de moins en moins claires. Les menées américaines, les velléités de l'Abkhazie de jouer son propre jeu, risquent d'enflammer cette partie du monde. L'Europe doute de la Russie. Elle a tort : Poutine a une véritable sympathie pour l'Europe. Le manque de confiance réciproque fait perdre du temps à tous.

Concernant l'évolution du pouvoir en Russie, E. Primakov rappelle que la chute du pouvoir soviétique avait provoqué un chaos

total. Dans les ex-républiques socialistes, des millions de gens ne savaient absolument pas ce qu'ils allaient devenir. Quel État fallait-il construire sur ces ruines ? Force est de constater que le problème à résoudre était terrible. Personne ne pouvait vraiment imaginer de quoi l'avenir pouvait être fait. Bien entendu, les premiers à souffrir de ces incertitudes étaient les femmes, les jeunes et toutes les populations fragiles. C'est dans cette pagaille que la Russie a commencé à imaginer les fondements de ses institutions.

V. Poutine a dû se confronter au lourd héritage des années de l'après-perestroïka. Faut-il rappeler les déclinaisons de cet héritage : des républiques en dissidence, le terrorisme, la guerre, l'extrémisme, l'appropriation par quelques-uns de richesses essentielles à la Russie...

V. Poutine a rassemblé les éléments épars qui pouvaient servir à la construction d'un État. Avec succès, il s'est attaqué au banditisme, a mis les oligarques au pas, a cherché à établir un langage commun avec l'Europe.

Réformer notre industrie n'était pas un petit projet. Là aussi, il s'est mis au travail. Je ne cite qu'un seul exemple. La Russie était un puissant constructeur d'avions civils. Mais tout s'est écroulé. Des milliers de spécialistes se tournaient les pouces. Nous disposions de trois grands avionneurs, Poutine a décidé de les regrouper en un grand groupe industriel. Mais ce n'est pas encore fait. C'est dire la difficulté de la réindustrialisation du pays. Cet exemple est très représentatif des difficultés. Tout dépend du management et de la mise au point de programmes sophistiqués. Et cela encore nous le faisons mal. Tout l'avenir de la Russie est là. Il exige des cadres de haut niveau, dont la culture ne soit plus une culture à la mode soviétique. La première préoccupation de Poutine est de susciter ces talents nouveaux, et partout il met en place des gens auxquels il fait confiance.

E. Primakov de conclure : « nous, Russes, avons maintenant une vraie compréhension de ce qu'exige un monde moderne.

Nous savons aussi que la politique ce n'est pas le Gosplan, mais la confiance que l'on accorde aux hommes. Bref, nous avons découvert la politique et c'est elle que nous devons faire vivre. »

Un samedi après-midi à la campagne 3 juin 2006

Nous avons été invités par un couple russe dans leur datcha en rondins de bois aux environs de Moscou. Le maître de maison est ingénieur ; son épouse ne travaille pas ; ils ont deux enfants qui sont venus plusieurs fois en France et qui parlent français.

Notre hôte nous a parlé de sa vie.

J'ai fait partie des cadres dirigeants de la société pétrolière Ioukos. Je gagnais très bien ma vie jusqu'au jour où V. Poutine a décidé de démanteler l'empire de Mikhaïl Khodorkovski. Beaucoup de mes collègues cadres dirigeants ont été arrêtés, un très proche de ma famille en a pris pour sept ans... J'ai quitté Ioukos à temps ; avec des amis, j'ai créé un bureau d'études, mes revenus ont bien entendu baissé, mais je ne suis pas dans le besoin.

V. Poutine a eu tout à fait raison de casser Khodorkovski. Vous ne savez pas ce qu'était Ioukos... Un cartel hyperpuissant, performant, mais aux méthodes dignes de la mafia, pouvant aller jusqu'à l'élimination physique. Je ne veux pas de cela pour la Russie. Et même si ma famille et moi avons eu à souffrir de ce qui s'est passé, je donne mille fois raison à notre Président. L'État a relevé la tête, voilà tout. Même ceux qui, comme notre parent, paient cher les années passées à Ioukos considèrent que ce qui leur arrive est justice. Mon parent ne se plaint pas. La seule chose à laquelle il tient, c'est aux visites d'un prêtre.

Nous ne voulons pas d'un modèle de société copié sur ce qui existe ailleurs. En tout cas, le modèle capitaliste américain ne nous

concerne pas. Non, ce qui compte d'abord pour nous, c'est de garder notre spécificité russe, c'est-à-dire de consolider cette force spirituelle qui nous a toujours aidés dans les épreuves. Nous puisons nos valeurs dans la foi orthodoxe et dans notre culture ancestrale. C'est cela que je veux transmettre à mes enfants, parce que je suis convaincu que c'est la meilleure des éducations possibles. Sans cela, il n'y a ni vie en société possible ni avenir pour nos enfants.

Bien sûr, nous sommes Européens. Vous et nous sommes issus d'une même civilisation et, par conséquent, nous avons beaucoup de choses à nous dire. Mais en Europe, nous avons notre exception et vous, Occidentaux, devez le comprendre.

Avons-nous peur des Chinois ? Pourquoi cette question ? Arrivera ce qui arrivera. Et il n'est pas impossible qu'un jour la Chine nous envahisse. Et alors ? La Russie a connu beaucoup d'autres invasions. Souvenez-vous des Tatares. La Russie a une formidable capacité d'absorption. À terme, nos envahisseurs finissent toujours par nous ressembler. Notre tempérament, notre religion, notre culture sont contagieux. Même les Chinois n'y résisteront pas.

À propos, que se passe-t-il chez vous, à Paris ? Pourquoi ces émeutes et ces manifestations ? Nous aimons la France. Pour nous, la France est la vraie Europe.

Observations :

À nous, Français, ce discours peut apparaître on ne peut plus slave. Mais il est très intéressant par le fait qu'il est tenu par quelqu'un dans la force de l'âge et qui allie une incontestable réussite matérielle et une profonde préoccupation morale et religieuse. Cette approche est-elle une survivance de la « sainte Russie » ou esquisse-t-elle une règle de vie pour la société russe à venir ? La question mérite d'être posée.

Cet optimisme de l'absorption à propos de la Chine masquerait-il une inquiétude réelle ? Nous pouvons le penser.

RÉGION DE SVERDLOVSK

Du 4 juin au soir au 8 juin 2006

■ EKATERINBOURG

Édouard ROSSEL Lundi 5 juin 2006

Il est le gouverneur de la Région de Sverdlovsk.

Lorsqu'il nous parle de l'importance économique, humaine et sociale de la région et de la ville, on croit entendre le patron d'une grande société américaine de Californie ou le maire de Shanghai tant les propos sont audacieux, tournés vers l'avenir, mais sans langue de bois sur les handicaps ou les difficultés énormes qui restent à vaincre. D'un passé tragique à peine évoqué, on entre sans transition dans un univers qui se mondialise.

Nous sommes dans la plus grande région de Russie, aux tout premiers rangs pour la production, le commerce et l'investissement. C'est le deuxième ou troisième centre intellectuel après Moscou. Toutes les nationalités sont représentées.

Elle jouit d'une longue tradition dans la production métallurgique : les familles fondatrices ont commencé sous l'impulsion de Pierre le Grand. La puissance de la région, le transfert massif d'usines d'Ukraine ou même de la région de Moscou ont permis de gagner la guerre du matériel : de 1939 à 1945, 34 000 tanks T34 produits, tous les wagons nécessaires aux transports, une grande partie des « orgues de Staline ». 4 800 usines ont été transférées depuis le début de la guerre, avec les ouvriers, l'ingénierie. Elles ont été prêtes à fonctionner au bout de deux mois. À partir de 1990, la situation a été très difficile, parce qu'il a fallu reconverter les usines et que la région était traitée depuis la guerre en secteur secret. Les étrangers y étaient interdits.

Le premier objectif des années 1990 a été l'ouverture de la région, grâce à l'octroi à la région par Moscou d'une politique extérieure autonome.

Jusqu'alors, les services et la nourriture pour la population venaient de l'État central. Il a donc fallu que le gouverneur prenne en charge le ravitaillement des populations. Très vite, un marché, au sens économique du terme, a été ouvert. J'ai été élu en 1990. Mon premier acte a été d'introduire des cartes de rationnement. Ce système n'a été aboli qu'en 1993.

Les problèmes liés à la privatisation et à la propriété individuelle étaient nouveaux : personne ne les connaissait, puisque la région était fermée. J'ai donc voyagé beaucoup en Europe de l'Ouest et ailleurs. Et j'ai été autorisé par Moscou à créer les structures nécessaires » pour le salut et la protection de la population ». En fait, j'ai reçu tous les pouvoirs nécessaires pour rétablir une situation normale.

Cette région a en fait un potentiel économique extraordinaire, quatre fois supérieur, en proportion, à celui de la Russie.

Alors, que faire ? Nous avons regardé le marché mondial et imaginé une stratégie de développement de 2000 à 2015. Le mot d'ordre est la modernisation. Je ne vais pas rappeler les chiffres quant à la production, aux investissements, à l'augmentation des salaires. Ce qui est frappant, c'est le nombre de branches industrielles présentes : sidérurgie, métallurgie, machines-outils, électronique, les autres étant vouées à la production et à la transformation de produits agricoles. La région produit du cuivre, du titane – dont elle est le plus grand producteur mondial –, de l'aluminium, du nickel, de l'or, de l'argent. Bref, tout ce qu'il y a sur le tableau de Mendeleïev !

La région a de grands programmes concernant, pour lesquels je m'adresse à des compagnies étrangères (Bouygues, notamment). Le commerce extérieur croît de 15 % à 20 % par an ! Nous avons ouvert plusieurs consulats à l'étranger : aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne..., bientôt en Chine, en Azerbaïdjan, au

Vietnam, en Italie, et, nous l'espérons, en France. Pendant longtemps, la France nous a ignorés, mais aujourd'hui, son intérêt augmente : reconstruction du centre-ville, bureaux, Hôtel Hyatt, grand marché ou centre commercial, construction de deux gratte-ciels baptisés « La garde de l'Oural ».

De même, nous avons attiré des banques ou leurs filiales russes et étrangères. Seule banque française, la Société générale a ouvert... une représentation. Enfin, j'insiste pour que la France établisse un consulat à Ekaterinbourg. Cela me tient à cœur, et cela semble l'évidence quand on est sur place.

Notre avenir économique est en train de se construire, et la France est la bienvenue pour nous aider dans ces projets, et en particulier dans un domaine où nous avons beaucoup de retard : celui des services.

Comment je vois mon rôle de gouverneur ? Je suis en place depuis 1990, et j'ai été reconduit par V. Poutine sans interruption. Le rôle du gouvernement s'accroît d'année en année parce que Moscou ne cesse de nous transférer – ainsi qu'aux autres gouverneurs – de nouvelles compétences et des charges, et notamment l'administration de l'environnement, la maîtrise foncière, la protection civile.

La population est encore en déficit démographique : plus de décès que de naissances, mais l'immigration des ex-pays soviétiques finit par donner à l'ensemble un solde positif. Manque-t-il des médecins ? J'ouvre un concours à tous les pays limitrophes. Ceux qui acceptent de venir sont bien rémunérés et bénéficient de logements. Mais une partie importante de la population vit encore au-dessous du seuil de pauvreté.

Mes relations avec V. Poutine ? Elles sont excellentes. Je le « dérange » le moins possible, d'abord parce que j'ai les pouvoirs nécessaires pour mes responsabilités propres, ensuite pour ne pas risquer de détériorer, par des demandes répétées, les excellentes relations que nous avons. Un projet me tient à cœur : construire pendant les dix années à venir une université asiatique avec des

installations pour 300 000 étudiants, ouverte à tous les pays du monde, en même temps qu'un technoparc qui en formerait un élément essentiel.

Vous me demandez si nous sommes en Russie ou en Asie : les deux tiers de la population et du territoire de la région sont en Asie, un tiers seulement en Europe. Mais nous nous sentons d'abord européens, avec une vocation mondiale. Nous avons développé des partenariats et des jumelages avec la Chine. J'ai reçu – fait exceptionnel – l'autorisation de mener à certaines conditions une politique extérieure, mais nous sommes européens.

Je préside une instance pour régler les problèmes qui peuvent se poser entre les différentes communautés religieuses. Les journaux sont édités dans toutes les langues parlées, et il existe seize chaînes régionales de télévision.

Les habitants de la région ont un bon niveau d'instruction, une liberté et une grande diversité d'opinion. Nous sommes fiers d'être en Oural.

Observations :

E. Rossel ne pratique pas la langue de bois, et il est sans doute représentatif de ce qui fait le dynamisme de sa région : les qualités de travail et de courage qui peuvent s'exprimer aujourd'hui, après tant d'années d'épreuves.

Enfin, il souhaite, venant en France en 2006, rencontrer le président Jacques Chirac pour lui faire part d'une réalité russe peu connue et peu commune : Ekaterinbourg, capitale de l'Oural, située à quinze kilomètres de la ligne qui sépare l'Europe de l'Asie, et qui se sent européenne !

**Les présidents de la Chambre régionale et législative
de la région de Sverdlovsk** Lundi 5 juin 2006

Cette région fait partie intégrante de la Russie depuis 1612. La Seconde Guerre mondiale a provoqué les transferts d'usines et de population déjà évoqués : un tiers des personnes déplacées est resté sur place.

En 1992-1993, le gouvernement de la région a joué un rôle majeur. Les élus le reconnaissent, mais on sent qu'une sorte de rivalité de popularité s'exerce entre le gouverneur et eux, qui ont un pouvoir limité.

La région élit à la Douma fédérale ses députés au suffrage universel direct et au scrutin proportionnel sur des listes politiques. Au niveau régional, il y a deux chambres élues selon des modalités différentes. Cela favorise une base de discussion utile et novatrice. Les élus se professionnalisent progressivement, et sont en général « libéraux ».

V. Poutine peut paraître dur, mais il a une connaissance réelle de nos problèmes : agriculture, éducation, progrès social et santé ; nous y sommes très sensibles parce que cela le rend proche. Certes, la pagaille a continué pendant les premières années. Mais V. Poutine « s'intéresse à ce que font les gens ».

Quoi qu'il en soit, l'opposition libérale est insuffisante. La corruption ne diminue pas, elle se stabilise. Le mal vient du fait que les fonctionnaires sont trop nombreux et mal payés.

Union des fédérations industrielles Lundi 5 juin 2006

Nous rencontrons cinq représentants des principales fédérations industrielles : chimie, presse et services, santé, éducation et recherche, machines-outils.

Au total, l'Union regroupe vingt-sept fédérations avec un million d'adhérents, et six mille entreprises majeures. La fédération métallurgique est la principale. Il existe un conseil de fédération auquel toutes les fédérations participent, un bureau permanent avec un représentant pour chacune. Toutes sont représentées au niveau national et régional.

La coordination s'exerce au niveau politique et professionnel : le revenu minimum à l'échelon national est fixé par Moscou, qui représente – en principe – un minimum garanti, avec la possibilité pour les régions de moduler « en plus » mais pas « en moins ». Il y a donc trois échelons : l'État, la région, l'entreprise. Il y a un conseil d'entreprise où siègent les ouvriers. La grève est possible, mais elle traduirait un tel échec du système qu'il n'y en a pratiquement jamais.

Les retraites posent de vrais problèmes. Il peut y avoir des coups de pouce ou de petites augmentations. Les retraites sont une revendication majeure. L'État paie avec des compléments parfois mis à la charge des entreprises. On essaie de généraliser dans les entreprises des systèmes de retraite complémentaires. On projette aussi de créer des fonds de pension. Mais la condition des retraités reste extrêmement précaire.

La corruption – ce que nous appelons « l'appropriation » – n'est pas le problème essentiel. L'injustice vient de ce que les enrichis ne partagent pas. Ce que nous réclamons, c'est la redistribution de l'argent. Il faut intéresser les nantis à cette redistribution. Heureusement, les mafias ont largement perdu leur influence.

Les retards de paiement des salaires sont évoqués. Il y a de façon

générale de flagrantes inégalités ou des situations inacceptables en matière de logement et de santé. Les causes de mortalité sont les maladies cardiaques, l'alcoolisme, les narcotiques et, dans une moindre mesure, le sida. Points noirs signalés : les cas de dépressions et le nombre de suicides.

Enfin, si l'on veut inverser notre démographie, il faudra d'abord accroître les constructions de logement, et ensuite donner de l'argent aux familles.

Unions territoriales des petites et moyennes entreprises

Lundi 5 juin 2006

L'humeur, nous dit le premier orateur, est plutôt à l'optimisme. En quinze années, il a gagné plus que ses parents et grands-parents pendant toute leur vie. Il faut que le gouvernement fasse preuve d'énergie et d'optimisme, car il y a abondance de ressources dans cette région.

Tous insistent sur la nécessité de « casser » la corruption, car le peuple est travailleur et si on lui offre la possibilité de gagner de l'argent, donc de vivre mieux, tout ira bien. Le président Poutine comprend cela, mais il est très difficile d'entamer le bloc des habitudes acquises. Votre président Jacques Chirac, qui comprend bien la Russie, est de bon conseil pour V. Poutine. Il y a de nombreux projets en perspective, et les étrangers sont présents avec nous. L'important pour nous, c'est une réforme fiscale visant à responsabiliser les individus. Cet entrepreneur emploie 150 personnes directement, 1 000 indirectement. Et il assume parfaitement son rôle de chef d'entreprise.

Le second interlocuteur nous dit que le climat des affaires est positif, parce qu'il y a pour les cinq à dix ans à venir de vrais objectifs gouvernementaux. Cette garantie de stabilité encourage

à prendre des responsabilités. Il reste un problème : la corruption des administrations qui ne comprennent pas le fonctionnement de l'économie moderne. Les municipalités, au contraire, sont intéressées à percevoir l'impôt, qu'elles partagent avec l'État. Mais ce partage doit être réorganisé car trop souvent, l'administration se sert au passage.

En fait, nous dit le troisième intervenant, il n'y a pas de tradition d'entrepreneurs en Russie. Le pouvoir leur a toujours fait la guerre, comme aux koulaks en 1920. L'espoir aujourd'hui, c'est V. Poutine. Lui, il a compris. Notre interlocuteur emploie directement 17 personnes, et 57 non titulaires. Il souhaite que V. Poutine reste quatre ou cinq ans de plus après 2008. S'il ne se représente pas à l'échéance de son mandat, V. Poutine restera très influent. Notre interlocuteur a été le président du comité de soutien régional pour l'élection de V. Poutine. Quant au « libéralisme », les idées sont confuses. En fait, on ne croit pas aux partis politiques dits libéraux.

Le quatrième interlocuteur estime qu'en quinze ans, la Russie s'est engagée dans un chemin vers la démocratie, peut-être plus vite qu'aucun autre grand pays. Après avoir dirigé une agence de voyages, il travaille maintenant à la Fédération des petites et moyennes entreprises. Il s'en crée 30 000 par an dans la région, mais le plus souvent sous forme de « business » familial, sans fondement juridique, dirigé par des jeunes. Ils gagnent moins, ils paient peu d'impôts et n'ont pas les contraintes du droit du travail ou celles des horaires. Mais ils ont un problème de taille : ils se développent difficilement, au risque de tomber sous le coup de la loi commune des entreprises. La Fédération doit les aider, même s'ils ont parfois du mal à cotiser.

Associations de défense des droits de l'homme

Et M^{me} Merzliakova Lundi 5 juin 2006

La présidente du « **Comité des mères de soldats** » assure la coordination des antennes de son comité dans la région. Ces comités se sont donné pour mission de contrôler les mauvais traitements infligés aux conscrits : chantage à l'argent, brimades sexuelles, décisions arbitraires... Cette association a le courage de s'attaquer à des tabous, et son premier résultat est que son action au plan national ne peut plus être ignorée.

Le « **Mouvement libre** » s'intéresse aux disparus (4 000 personnes par an) et aux handicapés. Il y a sept ans, une loi a été votée, sans effets apparents, notamment pour les enfants. Là aussi, l'action sociale mérite beaucoup de respect, et constitue en Russie une innovation.

L'« **Organisation des juristes** ». Les fonctionnaires, nous disent-ils, voient avec réticence notre action. Les juristes disent : « Nous sommes soucieux de l'application du respect des droits de l'homme. Il faudrait que V. Poutine fasse au moins appliquer les résolutions de la Cour européenne. »

L'« **Association des personnes sans logement ou sans abri** ». Le gouvernement, nous disent-ils, ne fait rien pour eux. Les sans-abri n'intéressent personne. Le président de cette association, nous l'apprenons, est lui-même un sans-abri ! Tant de mouvements migratoires et de transferts de population créent des problèmes dont on ne mesure pas l'étendue.

L'« **Association Memorial** » se consacre à la recherche du souvenir de toutes les victimes de la période stalinienne. Elle a élargi son action aux droits civils. L'ambiance ne lui est pas favorable : on

assiste à un retour au fondamentalisme religieux, notamment orthodoxe, et les procédures démocratiques se dégradent. L'un des objectifs de Memorial est aussi d'informer la population sur ses droits : « Le pire ennemi de l'homme est l'homme lui-même qui abandonne ses droits. Nous voulons enseigner aux enfants les droits sur lesquels reposera leur vie ».

L'association « **Enfants invalides** » fait campagne pour intégrer les handicapés physiques et mentaux dans des communautés scolaires normales, mais aussi pour que les équipements urbains correspondent à leurs besoins. Il nous a semblé que les collectivités étaient sensibles à ces préoccupations.

« **Réinsertion des prisonniers** ». Quel que soit le motif de l'incarcération, la Russie occupe la deuxième place dans le monde pour l'importance de la population carcérale. Un membre d'une famille sur quatre a connu l'univers de la prison. Il y a 45 000 internés dans la région. 10 % des prisonniers libérés n'ont aucun lieu où aller, aucune famille, aucun lien social. 1 000 personnes sortent de prison chaque année sans aucun espoir. Il n'y a aucune aide de l'État pour résoudre ce problème. L'objectif de l'association est d'établir des relations avec les organismes officiels locaux, qui semblent un peu moins indifférents à ce problème. L'association emploie vingt personnes.

Le « **Centre régional des droits de l'homme** » essaye d'assurer un service gratuit à tout citoyen qui se sent victime d'une violation de ses droits. Les plus mal traités sont les militaires mutilés ou pensionnés, les enfants, les handicapés. Il y a beaucoup à faire pour lutter contre les brimades, les traitements humiliants, la mauvaise situation des centres de redressement. Il y a des manifestations, des piquets de grève, et l'association aide à aller en justice. On nous dit que la torture reste un procédé encore utilisé. Le 26 juin sera la Journée des droits de l'homme en Russie. Qu'en attendre ?

Une avocate décrit son action pour défendre, dans le village où nous irons demain, un officier victime d'une « lettre de cachet ». Il est impossible de connaître l'objet de l'incrimination ni ce que le tribunal militaire peut décider, alors que l'incarcération peut durer des années. La plupart du temps, ces aberrations du système judiciaire ne rencontrent qu'indifférence de la part des autorités civiles et militaires.

L'association « **Défense des droits des internés** » décrit le système des prisons, imperméable à toute information sur les entrées ou les sorties des lieux de détention.

Observations :

La question que l'on se pose après ces exposés est de savoir dans quelle mesure ces ONG ou associations sont menacées ou parfois utilisées comme paravent.

La Présidente du « Comité des droits de l'homme » auprès du gouverneur, M^{me} Merzliakova, nous dit que les responsables de ces associations font un travail de bien meilleure qualité que celui des administrations. Elle-même, élue au scrutin secret par la Chambre haute de la Région (analogue à notre chambre des députés) pour défendre les droits de l'homme, nous affirme que ces mots signifient quelque chose. Ses fonctions ne sont pas rémunérées. Elle n'est donc pas fonctionnaire. Elle est indépendante.

Il y a des catégories sociales qui sont « en dehors du système » : enfants invalides, malades mentaux, militaires, internés, migrants. Aujourd'hui, ces associations s'adressent à elle. Mais elles sont très hétérogènes. Nous sommes à la croisée de deux époques, dit-elle, et il y a des situations qui relèvent de l'une et de l'autre. Cependant, lorsqu'elle fait le bilan, elle voit des avancées importantes. La

relation avec la police reste une affaire compliquée. Le commissaire européen aux droits de l'homme, Alvaro Gil-Robles, a eu des contacts locaux, et a jugé « qu'il y avait ici une approche humaine de ces problèmes, une approche civilisée... ».

Elle-même affirme pouvoir jouer un rôle important. Elle fait partie de l'institution européenne des médiateurs. Elle est expert au Conseil de l'Europe. Elle a donc des points de comparaison. Le sujet dont elle a honte, c'est la police. Tout le monde, dit-elle, éprouve de la honte à l'égard de la police.

Observations :

Nous avons noté qu'elle n'avait pas assisté à la réunion précédente, et qu'elle nous a reçus à part.

■ NIZHNIY TAGIL Mardi 6 juin 2006

Nous faisons en voiture le trajet Ekaterinbourg-Nizhniy Tagil en une heure et demie, en traversant des paysages de forêts et de lacs d'une grande beauté, dont on nous dit qu'on y trouve les animaux de la taïga : ours, lynx, loups, élans, etc. L'autoroute est très bonne, les abords en sont entretenus avec soin, et nous longeons sur la distance quelques villages tous équipés d'antennes de télévision. Peu de circulation.

Nous rencontrons **le maire de Nizhniy Tagil** de 10 h à 11 h.

La population de cette ville (qui est plus ancienne qu'Ekaterinbourg) est de 430 000 habitants. Le maire y est né. Ses parents étaient de Leningrad, mais sont venus pendant la guerre, avec les Russes et les Ukrainiens transférés avec les usines de matériel militaire.

C'est donc une ville cosmopolite, qui comporte toutes les ethnies, toutes les nationalités, ce qui confère une grande diversité à la vie locale qui est relativement paisible.

La population a traversé tant de drames pendant la guerre, après la guerre, et lorsque le régime soviétique s'est écroulé, que ces années de détresse ont soudé la population.

La ville a été fondée en 1765, autour de la première usine sidérurgique installée en 1723.

La période de plus grande croissance se situe entre 1930 et la guerre. Le combinat sidérurgique s'est beaucoup développé à cette époque. Au point haut de leur activité, les usines produisaient 13 millions de tonnes d'acier et employaient 100 000 personnes.

Pendant la guerre, Nizhniy Tagil produisait les chars lourds T34, soit 40 % de la fabrication des blindés, les orgues de Staline, et un septième de la fabrication des obus. Ville fermée, interdite aux étrangers, elle est restée presque inconnue du monde extérieur jusqu'en 1993. Aujourd'hui, Nizhniy Tagil étend encore son activité, qui représente 20 % de la production exportée pour la région. Elle a dépassé Ekaterinbourg. Elle possède des réserves de gisements de minerais pour un siècle. Une partie seulement de la région a été explorée.

1996, 1997 et 1998 ont été des années noires. Pratiquement, la production s'est arrêtée. Les objectifs de la sidérurgie qui représentaient 40 000 emplois après la guerre ont presque entièrement disparu. Aujourd'hui, ils sont remontés à 32 000. Il y a eu des grèves, des famines, de grandes manifestations. Comme dit le maire : « On n'a jamais été habitués à vivre à l'aise ! ».

La reconstruction du combinat sidérurgique et des autres industries s'est faite grâce à la vente par actions des actifs : tout est privatisé, sauf trois usines d'État. L'État n'a pas apporté son aide. Comment les actionnaires ont-ils été trouvés ? Sans réelle difficulté. Pour l'acier, une compagnie autrichienne avec laquelle ils avaient d'excellentes relations s'est présentée. Les Britanniques sont venus et sont restés dans ce même secteur, mais les actionnaires majoritaires sont russes. Tout cela s'est passé avec l'aide de banques européennes. La modernisation vise les meilleurs standards internationaux.

Depuis 1999, le décollage a eu lieu : les usines recommencent à exporter, l'argent revient, la vie a changé. Les ouvriers savent travailler dur et vite. Le pari de la reconversion a finalement été gagné : la production civile est passée de 10 % à 90 % de la production totale. De grandes expositions sont organisées chaque année pour présenter le matériel. V. Poutine est venu. Le maire commente : « Il a toujours été attentif à la vie des villes et des régions. C'est ainsi que nous le ressentons ». Les députés ont peu d'influence. Les maires sont au contraire en première ligne.

Le chômage est faible. Les retraites sont peu élevées, mais augmentent peu à peu. Les salaires croissent hors inflation. La population a dans les banques une épargne de 600 millions de roubles. Nizhniy Tagil a le plus grand potentiel de la région qui est elle-même la troisième en Russie. Des vols directs ont été créés avec Berlin, Vienne, Londres. Ici, nous dit le maire, on est à 25 km en territoire asiatique. Mais nous sommes européens et, bien sûr, russes d'abord. Même si nous commerçons avec la Chine, le Japon, Taïwan ou l'Inde, nous sommes européens, par notre manière de réfléchir, notre culture, notre technologie. L'américanisation n'est pas de notre goût !

La population, comme le maire lui-même, est orthodoxe. La fréquentation des églises augmente. Il n'y a ni conflits ethniques ni conflits religieux avec les musulmans ou avec les catholiques.

Au musée du **combinat sidérurgique**, qui garde la mémoire des deux cent cinquante années de travail de l'acier, nous rencontrons **la direction de l'usine et les syndicats**. Ils nous rappellent qu'il y a sept ans, les usines étaient arrêtées. Elles tournent aujourd'hui à plein régime. Leur concurrent le plus redoutable, c'est la Chine et, demain l'Inde.

On nous reparle de la condition ouvrière et des luttes où les ouvrières ont joué un grand rôle. L'organisation syndicale existe depuis soixante-huit ans. Les femmes assistent avec les hommes à notre réunion. Elles parlent peu parce que les habitudes anciennes

demeurent : les hommes parlent d'abord. Mais nous sentons qu'elles ont une influence qui est plus grande qu'il n'y paraît.

Les aciéries Nizhniy Tagil sont constituées en holding cotée à la Bourse de Londres, et l'action qui valait 17 dollars en 2005 en vaut aujourd'hui 25. Ils connaissent le grand Mittal, et sont très attentifs au projet de leur concurrent russe sur Arcelor. Leur partenaire le plus naturel, nous disent-ils, serait sans doute un groupe européen.

Suit encore un débat sur les accords de salaires de branche, les retraites, les congés de maternité (qui peuvent aller d'un an et demi à trois ans, sans risque de perdre le poste), l'aide aux familles nombreuses. Ils estiment que la qualité et la formation syndicale sont en réel progrès. Mais les salaires et les retraites constituent l'essentiel de leurs revendications.

Nous visitons ensuite longuement le combinat sidérurgique. Une partie des usines est ancienne, mais propre et bien organisée, sans excès de personnel. Le reste est neuf ou en rénovation. On sent chez ceux qui nous accompagnent la fierté de leur outil de travail et l'énergie exceptionnelle qui a permis de remonter la pente.

Nous nous rendons à l'Église de la Transfiguration qui a été détruite par l'armée bolchevique en 1918 et dont les prêtres ont été fusillés sur place. Maintenant, nous dit le prêtre, on peut vivre libre. À l'église, le chœur de cinq personnes interrompt son chant liturgique pour chanter pour nous un choral intitulé « Longue vie » : nous sentons l'intensité de ce qui demeure de l'élan de spiritualité russe.

■ **VISITE À NIJINIHA-SIMATHNIKHA** Mercredi 7 juin 2006

Nous allons dans une autre direction ; de nouveau une heure et demie de route à travers des paysages forestiers, paisibles et entretenus.

Nous visitons, dans une réserve naturelle avec un grand lac, un village d'isbas transportées depuis plusieurs régions russes, témoignages de l'architecture rurale russe. C'est une sorte d'écomusée : la protection du patrimoine a commencé en Russie dans les années 1980. C'est ce mode de vie rural et patriarcal que les Soviétiques ont voulu détruire jusqu'à n'en laisser aucun souvenir.

Nous passons devant un monument sur lequel sont inscrits les noms de soldats de l'Armée rouge fusillés par les armées blanches du général Koltchak : moment de silence... les Russes sont manifestement gênés d'évoquer cette période de leur histoire.

Nous faisons connaissance avec le maire du village et un couple de retraités qui nous font déjeuner dans *une* isba du xvii^e siècle : nourriture russe paysanne et excellente. Le maître des lieux commandait pendant la guerre un détachement de mitrailleurs qu'il a conduit de Moscou à Königsberg. Au retour, il a choisi de restaurer l'église et de rendre vie à ce village ancien. Il a été exclu du parti communiste – nous a-t-il dit –, soumis à des brimades pendant des années jusqu'à ce que le retour au respect des témoignages du passé lui rende sa dignité.

Nous visitons un atelier villageois de restauration d'icônes provenant de toute la région, et un petit musée de démonstration et d'exposition.

Puis retour à Ekaterinbourg.

RÉGION DU KOUBAN

ENTRETIENS À KRASNODAR, CAPITALE DU KOUBAN

Les 8 et 9 juin 2006

Nous visitons une église orthodoxe à Krasnodar avec un jeune prêtre. L'église a été détruite au début du régime soviétique, reconstruite vers les années 1990. Le prêtre nous parle de la vocation pastorale de l'Église orthodoxe en Russie, avec une pointe de sentiment de supériorité à l'égard de des autres religions.

Il nous parle surtout des missions sociales de l'Église. Nous visitons un établissement géré par son église et par la ville, chargé de scolariser et de loger les enfants abandonnés ou orphelins, certains étant victimes de maltraitements lourdes. Le centre accueille aussi des femmes seules et abandonnées.

Chants, petite représentation de danses enfantines, visite des chambres et des salles de classe : les institutrices ou puéricultrices nous paraissent attentives et bien formées. On ne fait pas mieux en Europe. L'éducation est organisée par l'Église parce que, dit le prêtre, « l'homme ne peut pas vivre en société sans religion ». Il ajoute : « L'État considère encore que l'homme est le résultat mécanique de l'évolution darwinienne ». Nous nous demandons si c'est un jugement ou un prétexte justifiant l'activisme de son Église.

Nous visitons un musée de peintures russes du XIX^e et du début du XX^e siècle d'une grande qualité que n'importe quel musée européen pourrait envier. La collection est exposée dans la demeure d'un grand marchand auquel l'on doit la première ligne de chemin de fer de la région. Nous constatons que l'art retrouve sa liberté.

Nous visitons ensuite la cathédrale de Krasnodar, devant laquelle se réunissaient, avant la révolution, les régiments cosaques

avec leur Ataman pour les grandes parades. Cet édifice, détruit en 1930, a été reconstruit à l'identique en dix-huit mois, dans les années 1990.

La ville est très étendue, bien tenue, avec beaucoup d'espaces verts, une circulation en ville très dense et un parc automobile en bon état. Comme beaucoup de villes russes aujourd'hui, les encombrements sont inextricables. Nous remarquons qu'il n'y a pratiquement plus de voitures de marque russe.

Une image nous a frappés sur la place centrale : la statue de Lénine fait face à celle de Catherine II, fondatrice de Krasnodar. Étrange face-à-face : réconciliation ou diplomatie ?

Le maire parle du développement économique spectaculaire de sa ville, surtout dans le domaine des industries agroalimentaires. La recherche agronomique est développée et de nombreuses missions étrangères y contribuent. L'industrie liée à l'agriculture est en plein essor : usines de tracteurs et d'engins agricoles. L'envoi de missions de Krasnodar à l'étranger (États-Unis, Europe, Extrême-Orient) se fait à un rythme d'autant plus intense que la région, qui a été zone interdite comme celle de Sverdlovsk, veut s'ouvrir au monde. « Que fait la France ? », nous demandent-ils. Une chose est sûre : les investisseurs étrangers sont très présents. La France est là aussi, disent-ils, par la présence de Bonduelle, de Bouygues et de bureaux d'aménagement.

Nous déjeunons à la mairie, avec le vice-gouverneur, le maire et leurs adjoints. Ils semblent bien s'entendre. Ils ne manifestent pas à l'égard de l'État central et de sa bureaucratie un amour excessif. Comme tous les élus locaux du monde, ils croient à la décentralisation. Personne ne parle de politique politicienne, mais dès qu'il en est question, ils montrent une grande confiance et beaucoup d'enthousiasme pour l'avenir de leur région. Visiblement, ils n'attendent pas grand-chose du pouvoir central, mais ils respectent l'autorité de V. Poutine.

Dans un pays qui a été longtemps un modèle du centralisme, nous sentons qu'en Russie, la réalité des collectivités locales n'est pas un mythe.

Entretien avec le vice-gouverneur de la région

Le personnage est jeune, ouvert, sans langue de bois, mais nous laisse sur notre faim quand nous lui posons des questions sur la démocratie locale et l'opinion publique. Il insiste sur le rôle de son administration à tous les niveaux de responsabilités. Son horizon est limité à sa région et aux collectivités locales avec lesquelles la collaboration semble bonne parce qu'il considère que ces dernières sont proches du citoyen et facteurs de développement local.

Réunion avec une quinzaine de représentants d'associations et d'ONG

Ces associations représentent un vaste éventail d'actions sociales et de défense des droits de l'homme. Alina Reznitchenko, jeune femme pleine d'allant et de courage, directrice de l'ONG Youjnaïa Volna, a organisé cette réunion à laquelle le maire adjoint participe volontiers lorsque nous le lui proposons. Il n'y a pas, semble-t-il, de mur d'incompréhension entre ces associations et les autorités locales.

Le représentant des autorités musulmanes nous dit que les mesures restrictives prises en France concernant le port du voile islamique lui semblent une attaque injustifiée et donc dangereuse contre l'islam et la liberté de conscience. Nous expliquons les principes de la laïcité « à la française », explication qui les rassure. Est-ce aussi un problème en Russie ? Les réponses ne nous semblent pas très claires.

D'autres associations nous parlent de l'absence de politique effective pour les handicapés, de la détresse des prisonniers

détenus parfois des années sans motif, de la grande difficulté de se faire entendre des administrations, d'une justice lente et opaque, du peu de reconnaissance des droits des minorités ethniques, de la brutalité de la police, des tracasseries faites aux Russes de l'ex-empire qui veulent se voir reconnaître citoyens russes.

Personne ne nous a parlé de conflits interethniques dans une région qui constitue pourtant un passage du monde musulman vers le monde russe. Tous estiment plutôt que la situation des uns et des autres a fait quelques progrès, que les droits de l'homme ne sont plus un sujet tabou, mais qu'ils ne sont pas traités à leur juste niveau. Tout au plus sont-ils abordés au cas par cas.

Observations :

La réunion a été longue. Elle s'est déroulée dans un esprit de parfaite sérénité, mais on peut s'interroger : nos interlocuteurs sont-ils toujours allés au bout de leurs témoignages ?

Nous retirons de ces entretiens que ces associations ne sont pas interdites de parole, que leur voix porte et qu'elles jouent un rôle d'aiguillon, certes encore discret, vis-à-vis des administrations.

3

IL EST TEMPS DE PARLER AVEC LA RUSSIE...

Force est de constater que concernant la Russie, la France et l'Europe n'ont ni opinion précise ni stratégie établie, mais des préjugés et une sorte de condescendance. Ce que pensent les Russes et comment évolue le pays les intéresse peu.

Nous, Européens de l'Ouest, n'avons pas pris la vraie mesure de la révolution qui s'est opérée depuis quinze ans. La Russie a définitivement rompu avec trois générations de régime soviétique ; elle a traversé une période de libéralisation extraordinairement chaotique. Aujourd'hui, les Russes reconnaissent à Vladimir Poutine le mérite d'une politique stable. Mais il est clair, pour un voyageur, que malgré toutes ces turbulences, la Russie a accompli un pas de géant dans notre direction, sans précédent dans son histoire.

Qu'avons-nous vu ? Un peuple qui travaille, qui commerce avec le monde, qui aspire à un État de droit et qui ne craint pas de dire qu'il croit aux vertus de la concurrence et de la propriété privée.

Tout ceci est balbutiant, fragile dans les structures, mais irréversible tant il est vrai que, de Moscou à Krasnodar en passant par Ekaterinbourg, nous avons entendu l'homme de la rue nous expliquer que la Russie est en Europe et qu'elle ne peut plus vivre seule.

Ce nouvel état d'esprit dynamise la montée en puissance de ce pays, et comment lui reprocher de vouloir nous le signifier ? Par exemple, ce qui est considéré par l'Union européenne comme un chantage énergétique est pour un Russe l'expression des relations

normales de grande puissance à grande puissance. De même, nos interlocuteurs ne comprennent pas quel objectif poursuit l'Europe en voulant intégrer à tour de bras ses ex-partenaires dans l'Union. S'ils comprennent que ces derniers sont désormais souverains, notre manière de faire est ressentie comme hostile.

À cela, nous pouvons continuer à faire la sourde oreille ; continuer à considérer que l'immensité de l'Est européen est, comme au temps de Jules Verne, une énigme, une *terra incognita* peuplée de moujiks et de cosaques, qu'au nom des libertés et des droits de l'homme il est de bon ton de traîner, de temps en temps, au banc des accusés... Mais nous ne pouvons pas nous cacher plus longtemps la réalité d'une Russie qui, par l'évolution de sa société, se rapproche de plus en plus, et avec laquelle nous avons des intérêts communs ; d'une Russie qui n'est plus partie prenante d'un modèle idéologique, mais qui cherche à exister par elle-même.

La Russie a l'impression d'être incomprise, voire menacée, alors qu'elle se sent européenne. Elle ne doit pas être pour nous un objet d'indifférence. Mais l'Europe a du mal à se trouver elle-même. D'où les malentendus qui se multiplient. Jacques Chirac a toujours défendu une solidarité intracontinentale. Le temps est venu de parler d'un avenir commun. Comment ne pas y croire puisque, avec ce grand pays, nous appartenons à une même civilisation.

Jérôme Monod, Jean de Boishue

Tout se passe comme si nous, Européens de l'Ouest, continuions à considérer la Russie comme une *terra incognita* vouée au tellurisme historique. Pourtant, même deux semaines de plongée dans la société russe permettent de constater que le pays commence à prendre ses marques. L'opinion publique existe, elle a dit adieu au soviétisme. L'homme de la rue croit à la réussite individuelle, à la propriété privée et se réclame de valeurs telles que la religion, la famille ou le travail... Si tous reconnaissent qu'il reste énormément à faire, force est de constater qu'un vent nouveau pousse ce grand pays dans notre direction. La Russie sort peu à peu de son « ailleurs ». Il est plus que temps d'en tirer les conséquences.

RETOUR DE LA RUSSIE



→ Jérôme Monod

Président d'honneur de la Fondation pour l'innovation politique,
Conseiller du Président de la République française



→ Jean de Boishue

Universitaire, agrégé de russe, ancien ministre, membre du directoire de
la Fondation pour l'innovation politique, rédacteur en chef de la revue *2050*